ARTICLES Mars 2011

EDUCATION

Eduquer au XXIe siècle

LEMONDE.FR | 05.03.11 | 13h39

Avant d'enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit, au moins faut-il le connaître. Qui se présente, aujourd'hui, à l'école, au collège, au lycée, à l'université ?

Ce nouvel écolier, cette jeune étudiante n'a jamais vu veau, vache, cochon ni couvée. En 1900, la majorité des humains, sur la planète, travaillaient au labour et à la pâture ; en 2011, la France, comme les pays analogues, ne compte plus qu'un pour cent de paysans. Sans doute faut-il voir là une des plus fortes ruptures de l'histoire, depuis le néolithique. Jadis référée aux pratiques géorgiques, la culture, soudain, changea. Celle ou celui que je vous présente ne vit plus en compagnie des vivants, n'habite plus la même Terre, n'a plus le même rapport au monde. Elle ou il n'admire qu'une nature arcadienne, celle du loisir ou du tourisme.

- Il habite la ville. Ses prédécesseurs immédiats, pour plus de la moitié, hantaient les champs. Mais, devenu sensible à l'environnement, il polluera moins, prudent et respectueux, que nous autres, adultes inconscients et narcisses. Il n'a plus la même vie physique, ni le même monde en nombre, la démographie ayant soudain bondi vers sept milliards d'humains ; il habite un monde plein.

- Son espérance de vie va vers quatre-vingts ans. Le jour de leur mariage, ses arrière-grands-parents s'étaient juré fidélité pour une décennie à peine. Qu'il et elle envisagent de vivre ensemble, vont-ils jurer de même pour soixante-cinq ans ? Leurs parents héritèrent vers la trentaine, ils attendront la vieillesse pour recevoir ce legs. Ils ne connaissent plus les mêmes âges, ni le même mariage ni la même transmission de biens. Partant pour la guerre, fleur au fusil, leurs parents offraient à la patrie une espérance de vie brève ; y courront-ils, de même, avec, devant eux, la promesse de six décennies ?

- Depuis soixante ans, intervalle unique dans notre histoire, il et elle n'ont jamais connu de guerre, ni bientôt leurs dirigeants ni leurs enseignants. Bénéficiant d 'une médecine enfin efficace et, en pharmacie, d'antalgiques et d'anesthésiques, ils ont moins souffert, statistiquement parlant, que leurs prédécesseurs. Ont-ils eu faim ? Or, religieuse ou laïque, toute morale se résumait en des exercices destinés à supporter une douleur inévitable et quotidienne : maladies, famine, cruauté du monde. Ils n'ont plus le même corps ni la même conduite ; aucun adulte ne sut leur inspirer une morale adaptée.

- Alors que leurs parents furent conçus à l'aveuglette, leur naissance est programmée. Comme, pour le premier enfant, l'âge moyen de la mère a progressé de dix à quinze ans, les parents d'élèves ont changé de génération. Pour plus de la moitié, ces parents ont divorcé. Ils n'ont plus la même généalogie.

- Alors que leurs prédécesseurs se réunissaient dans des classes ou des amphis homogènes culturellement, ils étudient au sein d'un collectif où se côtoyent désormais plusieurs religions, langues, provenances et mœurs. Pour eux et leurs enseignants, le multiculturalisme est de règle. Pendant combien de temps pourront-ils encore chanter l'ignoble "sang impur" de quelque étranger ? Ils n'ont plus le même monde mondial, ils n'ont plus le même monde humain. Mais autour d'eux, les filles et les fils d'immigrés, venus de pays moins riches, ont vécu des expériences vitales inverses.

Bilan temporaire. Quelle littérature, quelle histoire comprendront-ils, heureux, sans avoir vécu la rusticité, les bêtes domestiques, la moisson d'été, dix conflits, cimetières, blessés, affamés, patrie, drapeau sanglant, monuments aux morts, sans avoir expérimenté dans la souffrance, l'urgence vitale d'une morale ?

VOILÀ POUR LE CORPS ; VOICI POUR LA CONNAISSANCE

- Leurs ancêtres fondaient leur culture sur un horizon temporel de quelques milliers d'années, ornées par l'Antiquité gréco-latine, la Bible juive, quelques tablettes cunéiformes, une préhistoire courte. Milliardaire désormais, leur horizon temporel remonte à la barrière de Planck, passe par l'accrétion de la planète, l'évolution des espèces, une paléo-anthropologie millionnaire.
N'habitant plus le même temps, ils vivent une toute autre histoire.

- Ils sont formatés par les médias, diffusés par des adultes qui ont méticuleusement détruit leur faculté d'attention en réduisant la durée des images à sept secondes et le temps des réponses aux questions à quinze secondes, chiffres officiels ; dont le mot le plus répété est "mort" et l'image la plus représentée celle de cadavres. Dès l'âge de douze ans, ces adultes-là les forcèrent à voir plus de vingt mille meurtres.

- Ils sont formatés par la publicité ; comment peut-on leur apprendre que le mot relais, en français s'écrit "- ais", alors qu'il est affiché dans toutes les gares "- ay" ? Comment peut-on leur apprendre le système métrique, quand, le plus bêtement du monde, la SNCF leur fourgue des "s'miles" ?

Nous, adultes, avons doublé notre société du spectacle d'une société pédagogique dont la concurrence écrasante, vaniteusement inculte, éclipse l'école et l'université. Pour le temps d'écoute et de vision, la séduction et l'importance, les médias se sont saisis depuis longtemps de la fonction d'enseignement.

Critiqués, méprisés, vilipendés, puisque pauvres et discrets, même s'ils détiennent le record mondial des prix Nobel récents et des médailles Fields par rapport au nombre de la population,

nos enseignants sont devenus les moins entendus de ces instituteurs dominants, riches et bruyants.

Ces enfants habitent donc le virtuel. Les sciences cognitives montrent que l'usage de la toile, lecture ou écriture au pouce des messages, consultation de Wikipedia ou de Facebook, n'excitent pas les mêmes neurones ni les mêmes zones corticales que l'usage du livre, de l'ardoise ou du cahier. Ils peuvent manipuler plusieurs informations à la fois.

Ils ne connaissent ni n'intègrent ni ne synthétisent comme nous, leurs ascendants. Ils n'ont plus la même tête.

- Par téléphone cellulaire, ils accèdent à toutes personnes ; par GPS, en tous lieux ; par la toile, à tout le savoir ; ils hantent donc un espace topologique de voisinages, alors que nous habitions un espace métrique, référé par des distances. Ils n'habitent plus le même espace.

Sans que nous nous en apercevions, un nouvel humain est né, pendant un intervalle bref, celui qui nous sépare des années soixante-dix. Il ou elle n'a plus le même corps, la même espérance de vie, ne communique plus de la même façon, ne perçoit plus le même monde, ne vit plus dans la même nature, n'habite plus le même espace. Né sous péridurale et de naissance programmée, ne redoute plus, sous soins palliatifs, la même mort. N'ayant plus la même tête que celle de ses parents, il ou elle *connaît autrement*.

- Il ou elle écrit autrement. Pour l'observer, avec admiration, envoyer, plus rapidement que je ne saurai jamais le faire de mes doigts gourds, envoyer, dis-je, des SMS avec les deux pouces, je les ai baptisés, avec la plus grande tendresse que puisse exprimer un grand-père, Petite Poucette et Petit Poucet. Voilà leur nom, plus joli que le vieux mot, pseudo-savant, de *dactylo*.

- Ils ne parlent plus la même langue. Depuis Richelieu, l'Académie française publie, à peu près tous les vingt ans, pour référence, le dictionnaire de la nôtre. Aux siècles précédents, la différence entre deux publications s'établissait autour de quatre à cinq mille mots, chiffres à peu près constants ; entre la précédente et la prochaine, elle sera d'environ trente mille. A ce rythme, on peut deviner qu'assez vite, nos successeurs pourraient se trouver, demain, aussi séparés de notre langue que nous le sommes, aujourd'hui, de l'ancien français pratiqué par Chrétien de Troyes ou Joinville. Ce gradient donne une indication quasi photographique des changements que je décris. Cette immense différence, qui touche toutes les langues, tient, en partie, à la rupture entre les métiers des années récentes et ceux d'aujourd'hui. Petite Poucette et son ami ne s'évertueront plus aux mêmes travaux. La langue a changé, le labeur a muté.

L'INDIVIDU

Mieux encore, les voilà devenus tous deux des individus. Inventé par saint Paul, au début de notre ère, l'individu vient de naître ces jours-ci. De jadis jusqu'à naguère, nous vivions d'appartenances : français, catholiques, juifs, protestants, athées, gascons ou picards, femmes ou mâles, indigents ou fortunés… nous appartenions à des régions, des religions, des cultures,

rurales ou urbaines, des équipes, des communes, un sexe, un patois, la Patrie. Par voyages, images, Toile et guerres abominables, ces collectifs ont à peu près tous explosé.

Ceux qui restent s'effilochent. L'individu ne sait plus vivre en couple, il divorce ; ne sait plus se tenir en classe, il bouge et bavarde ; ne prie plus en paroisse ; l'été dernier, nos footballeurs n'ont pas su faire équipe ; nos politiques savent-ils encore construire un parti plausible ou un gouvernement stable ? On dit partout mortes les idéologies ; ce sont les appartenances qu'elles recrutaient qui s'évanouissent.

Cet nouveau-né individu, voilà plutôt une bonne nouvelle. A balancer les inconvénients de ce que l'on appelle égoïsme par rapport aux crimes commis par et pour la libido d'appartenance – des centaines de millions de morts –, j'aime d'amour ces jeunes gens.

Cela dit, reste à inventer de nouveaux liens. En témoigne le recrutement de Facebook, quasi équipotent à la population du monde. Comme un atome sans valence, Petite Poucette est toute nue. Nous, adultes, n'avons inventé aucun lien social nouveau. L'entreprise généralisée du soupçon et de la critique contribua plutôt à les détruire.

Rarissimes dans l'histoire, ces transformations, que j'appelle hominescentes, créent, au milieu de notre temps et de nos groupes, une crevasse si large et si évidente que peu de regards l'ont mesurée à sa taille, comparable à celles visibles au néolithique, à l'aurore de la science grecque, au début de l'ère chrétienne, à la fin du Moyen Age et à la Renaissance.

Sur la lèvre aval de cette faille, voici des jeunes gens auxquels nous prétendons dispenser de l'enseignement, au sein de cadres datant d'un âge qu'ils ne reconnaissent plus : bâtiments, cours de récréation, salles de classes, amphithéâtres, campus, bibliothèques, laboratoires, savoirs même… cadres datant, dis-je, d'un âge et adaptés à une ère où les hommes et le monde étaient ce qu'ils ne sont plus.

Trois questions, par exemple : que transmettre ? A qui le transmettre ? Comment le transmettre ?

QUE TRANSMETTRE ? LE SAVOIR !

Jadis et naguère, le savoir avait pour support le corps du savant, aède ou griot. Une bibliothèque vivante… voilà le corps enseignant du pédagogue. Peu à peu, le savoir s'objectiva : d'abord dans des rouleaux, sur des velins ou parchemins, support d'écriture ; puis, dès la Renaissance, dans les livres de papier, supports d'imprimerie ; enfin, aujourd'hui, sur la toile, support de messages et d'information. L'évolution historique du couple support-message est *une bonne variable de la fonction d'enseignement.* Du coup, la pédagogie changea au moins trois fois : avec l'écriture, les Grecs inventèrent la *Paideia* ; à la suite de l'imprimerie, les traités de pédagogie pullulèrent. Aujourd'hui ?

Je répète. *Que transmettre ? Le savoir ? Le voilà, partout sur la Toile, disponible, objectivé. Le transmettre à tous ? Désormais, tout le savoir est accessible à tous. Comment le transmettre ?*

Voilà, c'est fait. Avec l'accès aux personnes, par le téléphone cellulaire, avec l'accès en tous lieux, par le GPS, l'accès au savoir est désormais ouvert. D'une certaine manière, *il est toujours et partout déjà transmis*.

Objectivé, certes, mais, de plus, distribué. Non concentré. Nous vivions dans un espace métrique, dis-je, référé à des centres, à des concentrations. Une école, une classe, un campus, un amphi, voilà des concentrations de personnes, étudiants et professeurs, de livres en bibliothèques, d'instruments dans les laboratoires… ce savoir, ces références, ces textes, ces dictionnaires… les voilà distribués partout et, en particulier, chez vous – même les observatoires ! mieux, en tous les lieux où vous vous déplacez ; de là étant, vous pouvez toucher vos collègues, vos élèves, où qu'ils passent ; ils vous répondent aisément. L'ancien espace des concentrations – celui-là même où je parle et où vous m'écoutez, que faisons-nous ici ? – se dilue, se répand ; nous vivons, je viens de le dire, dans un espace de voisinages immédiats, mais, de plus, distributif. Je pourrais vous parler de chez moi ou d'ailleurs, et vous m'entendriez ailleurs ou chez vous, que faisons-nous donc ici ?

Ne dites surtout pas que l'élève manque des fonctions cognitives qui permettent d'assimiler le savoir ainsi distribué, puisque, justement, ces fonctions se transforment avec le support et par lui. Par l'écriture et l'imprimerie, la mémoire, par exemple, muta au point que Montaigne voulut une tête bien faite plutôt qu'une tête bien pleine. Cette tête vient de muter encore une fois. De même donc que la pédagogie fut inventée (*paideia*) par les Grecs, au moment de l'invention et de la propagation de l'écriture ; de même qu'elle se transforma quand émergea l'imprimerie, à la Renaissance ; de même, la pédagogie change totalement avec les nouvelles technologies. Et, je le répète, elles ne sont qu'une variable quelconque parmi la dizaine ou la vingtaine que j'ai citée ou pourrais énumérer.

Ce changement si décisif de l'enseignement – changement répercuté sur l'espace entier de la société mondiale et l'ensemble de ses institutions désuètes, changement qui ne touche pas, et de loin, l'enseignement seulement, mais aussi le travail, les entreprises, la santé, le droit et la politique, bref, l'ensemble de nos institutions – nous sentons en avoir un besoin urgent, mais nous en sommes encore loin.

Probablement, parce que ceux qui traînent, dans la transition entre les derniers états, n'ont pas encore pris leur retraite, alors qu'ils diligentent les réformes, selon des modèles depuis longtemps effacés. Enseignant pendant un demi-siècle sous à peu près toutes les latitudes du monde, où cette crevasse s'ouvre aussi largement que dans mon propre pays, j'ai subi, j'ai souffert ces réformes-là comme des emplâtres sur des jambes de bois, des rapetassages ; or les emplâtres endommagent le tibia, même artificiel : les rapetassages déchirent encore plus le tissu qu'ils cherchent à consolider.

Oui, depuis quelques décennies je vois que nous vivons une période comparable à l'aurore de la Paideia, après que les Grecs apprirent à écrire et démontrer ; semblable à la Renaissance qui vit naître l'impression et le règne du livre apparaître ; période incomparable pourtant, puisqu'en

même temps que ces techniques mutent, le corps se métamorphose, changent la naissance et la mort, la souffrance et la guérison, les métiers, l'espace, l'habitat, l'être-au-monde.

ENVOI

Face à ces mutations, sans doute convient-il d'inventer d'inimaginables nouveautés, hors les cadres désuets qui formatent encore nos conduites, nos médias, nos projets adaptés à la société du spectacle. Je vois nos institutions luire d'un éclat semblable à celui des constellations dont les astronomes nous apprirent qu'elles étaient mortes depuis longtemps déjà.

Pourquoi ces nouveautés ne sont-elles point advenues ? Je crains d'en accuser les philosophes, dont je suis, gens qui ont pour métier d'anticiper le savoir et les pratiques à venir, et qui ont, ce me semble, failli à leur tâche. Engagés dans la politique au jour le jour, ils n'entendirent pas venir le contemporain. Si j'avais eu à croquer le portrait des adultes, dont je suis, ce profil eût été moins flatteur.

Je voudrais avoir dix-huit ans, l'âge de Petite Poucette et de Petit Poucet, puisque tout est à refaire, puisque tout reste à inventer. Je souhaite que la vie me laisse assez de temps pour y travailler encore, en compagnie de ces Petits, auxquels j'ai voué ma vie, parce que je les ai toujours respectueusement aimés.

Pour lire l'intégralité des textes de la coupole du 1er mars, reportez-vous sur le site de l'Institut de France.

Michel Serres, de l'Académie française

//////

SCIENCES

La science en héritage

LEMONDE.FR | 05.03.11 | 13h39 •

Ouverture. Les merveilles de la science contemporaine enchantent les chercheurs, séduisent ou parfois inquiètent nos sociétés et leur jeunesse, interrogent la conscience morale, bouleversent nos vies par leurs applications. Ce constat, banal, bouscule la transmission de cette science au sein des institutions scolaires dans le monde entier. Evaluations nationales ou internationales, incertitude des professeurs, insatisfaction de bien des élèves, tout exprime la nécessité de changements profonds dans la transmission de l'héritage scientifique à nos élèves. Sans ces changements que je vais évoquer, la société de la connaissance et de l'innovation en Europe n'aura été qu'un beau rêve.

Nous sentons déjà que les échéances prochaines placent l'éducation parmi les questions brûlantes posées à notre pays. Georges Charpak, qui nous a quittés en septembre dernier, l'avait

pressenti et l'Académie des sciences vient de rappeler la vie hors du commun de cet immigrant, enfant accueilli par l'école française. Elle lui rend en grande salle des séances un solennel hommage, en présence de tant de femmes et d'hommes, des plus modestes aux plus grands, qu'il inspira. La fécondité de ses intuitions, sa ténacité assortie d'un humour radical pour bousculer, séduire, convaincre, son sens de l'urgence éducative et sa rébellion devant les inégalités ont anticipé, en France et au-delà, le grand changement qui se dessine dans l'enseignement des sciences. L'Académie des sciences veut poursuivre son œuvre, en France et de par le monde.

L'ÉCHEC DE L'ÉLITISME RÉPUBLICAIN

Car les déterminations sociales sont devenues redoutables : le niveau d'études de la mère, les échanges langagiers ou les compétences numériques avant l'âge de trois ans, les performances scolaires en fin de cours élémentaire prédisent presque infailliblement le devenir scolaire d'un jeune en fin de collège. 40 % des élèves entrant en classe de 6^{e} ne maîtrisent ni les notions de base des mathématiques, ni celles des sciences de la nature. Quelle égalité des chances pour ces enfants souvent sans aisance langagière, écartés d'une compréhension raisonnée du monde, à la curiosité demeurant en jachère, à l'avenir déjà fermé ? Ces enfants que beaucoup de familles, aux prises avec les difficultés de l'ignorance, du sous-emploi ou de l'immigration, ne peuvent accompagner dans leurs études au collège, ces enfants dont beaucoup seront "orientés" sans choisir leur avenir, ou sans obtenir aucun diplôme (18 % d'une classe d'âge) ? Aussi, lorsque les enquêtes PISA de l'OCDE interrogent les jeunes de 15 ans, elles confirment ce que disent nos évaluations nationales, ce déni de justice que vous avez voulu, Monsieur le ministre, reconnaître publiquement avec courage. Pour un tiers d'une classe d'âge, l'école est demeurée quasi vaine. La débuter à l'âge de deux ans pourrait aider certaines familles, mais comment croire que cela suffira si rien de ce qui suit n'est changé ?

Sans doute un autre gros tiers de ces élèves tire le meilleur de ses études en collège et ira vers l'enseignement supérieur. A bon compte, ceux-là nous rassurent sur l'existence d'une élite scientifique et technique. Celle-ci se renouvelle encore sans difficultés majeures, avec le quart d'une classe d'âge, quart qui au lycée choisit la section S (80 %) ou les sections technologiques de l'ingénieur ou du laboratoire (20 %). Mais soyons vigilants dans les réformes : de grands risques seraient pris à trop différer la spécialisation en sciences, à mutiler le travail expérimental sans lequel il n'est point de science qui vaille. Georges Charpak rappelait souvent que cette élite, dont beaucoup ne choisissent plus, après leur baccalauréat, des métiers scientifiques, est recrutée sur une population de moins de dix millions d'habitants ! Puissent les nouveaux internats d'excellence infléchir cette situation.

Les enquêtes internationales PISA placent la France à la moyenne, ce dont certains se contenteraient. Mais cette moyenne est une illusion, car elle résulte de ce grand écart entre le tiers excellent et le tiers à l'abandon. La Nation consacre d'immenses ressources à l'éducation – bien que la dépense éducative nationale, croissante en valeur absolue depuis quinze ans, représente en proportion une part décroissante de la richesse du pays. Devant un tel effort consenti, ne peut-on attendre de cette école qu'elle abolisse pour partie de si lourds handicaps sociaux ou familiaux ? Les sciences, tout particulièrement, n'ont-elles pas souvent joué ce rôle d'ascenseur social ? Lors de la création de l'Ecole normale de l'an III en 1795, sur le modèle de l'école révolutionnaire du salpêtre avec le chimiste Claude Berthollet, c'est avec la science que les conventionnels voulaient atténuer les privilèges de la naissance, pour régénérer l'entendement humain. Or cette science est aujourd'hui devenue le symbole d'une fort rude sélection. Ceci doit changer, car l'héritage qu'elle doit transmettre est, plus que jamais, indispensable à tous les jeunes pour affronter la complexité du monde présent. Nous devons leur apprendre à prélever, organiser, comprendre, exploiter l'information surabondante qui les entoure, à aimer cette intelligence du monde que donne la science.

Pour lire l'intégralité du discours de Pierre Léna, reportez-vous sur le site de l'Institut de France.

Mars 2011

Pierre Léna, membre de l'Académie des sciences, délégué à l'éducation et à la formation (2006-2011)

////

SOCIETE

Crise du masculin

LEMONDE.FR | 07.03.11

La place des femmes dans l'économie est un sujet au coeur du débat public. Aussi, à l'occasion de la Journée Internationale des Droits de la Femme, il parait opportun d'approfondir les enjeux liés à l'avènement d'un *"capitalisme féminin"*. Il n'a échappé à personne que les traders des salles de marché étaient dans leur quasi-totalité des hommes. Dès lors, nous pouvons nous poser la question suivante : la crise financière que nous avons connue auraitelle eu lieu si ces mêmes traders avaient été des femmes ? Probablement pas.

D'abord, il y a les chiffres : les femmes ne représentent que 17 % des décideurs financiers de Grande- Bretagne et seulement 2,5 % des cadres dirigeants des banques et des compagnies d'assurance. Plus impressionnant encore, l'Islande, dont nous savons que l'État a récemment été en situation de faillite, ne comptait qu'une seule femme banquière, et qu'elle dut quitter son poste en 2006.

Des chercheurs de l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne, sont allés encore plus loin. Ils expliquent la désaffection des femmes pour les métiers de la finance et les comportements irrationnels des hommes, en se référant à la testostérone, l'hormone sexuelle masculine.
Ces chercheurs ont d'abord procédé à des prélèvements de salive sur des traders de salle de marché, afin d'évaluer leurs taux de testostérone. Le constat fut édifiant : les taux se sont révélés anormalement élevés les jours où les prises de position étaient les plus risquées et les gains les plus importants. Très difficile, d'ailleurs, d'évaluer la cause et la conséquence : la testostérone augmente-t-elle avec la prise de risque, ou en est-elle la cause ? Il y a fort à parier que les deux s'auto-alimentent, de sorte que les phénomènes de bulles financières sont d?une certaine façon la conséquence d?une spirale mêlant poussée de testostérone et prise de risque.

Sans doute touchons-nous ici du doigt le coeur de la crise du capitalisme. L'environnement financier mondial est en grande partie dominé par des hommes. Ces hommes, qui ne peuvent désormais plus utiliser leur testostérone dans les conquêtes, dans la guerre ou dans la chasse, vont trouver un exutoire dans ce nouveau terrain de jeu qu'est l'économie financière, par le truchement de prises de position boursières très souvent risquées. Cette prise de risque et le gain qu'elle peut générer sont une source d'exaltation et de jouissance extrême, jouissance qui est elle-même à l'origine d'une poussée supplémentaire de testostérone, qui à son tour incite à engager de nouveaux risques, etc. Nous sommes ainsi dans une spirale risque/testostérone dont l'effet est d'alimenter une bulle financière.

A quoi donc pourrait ressembler un *"capitalisme féminin"* ? Un capitalisme féminin serait probablement un capitalisme plus apaisé ; un capitalisme plus orienté vers le long terme que vers le court terme ; un capitalisme conscient de la limitation des ressources ; un capitalisme qui accorde une importance à l'éducation ; un capitalisme probablement moins ludique et plus prudent.
Faudrait-il alors imposer des quotas de femmes dans les salles de marché ou dans les conseils d'administration des multinationales ? J'ai longtemps été contre le principe de la discrimination positive, considérant que toute discrimination, positive ou non, contient en elle les germes d'une inégalité. Pourtant, nous voyons bien qu'une trop grande concentration de testostérone peut aboutir à des situations de crise.

Ceci est vrai pour les salles de marché, ça l'est aussi pour les conseils d'administration des grandes sociétés, où seulement 9 % des membres sont des femmes. L'idée qui consiste à instaurer un quota progressif de 20 %, puis de 40 % de femmes dans les conseils d'administration des sociétés de plus de mille personnes fait son chemin. Certains pays, tels que la Norvège, l'appliquent déjà. Le conseil d'administration est l'organe de décision clé de l'entreprise. C?est en son sein que s'élabore la stratégie, que se décident les projets à long terme. À l'évidence, davantage de femmes dans les conseils d'administration aura un impact fondamental sur la gouvernance des entreprises et sur leur devenir.
Si l'on ajoute à cela que le premier marché émergent n'est ni le Brésil, ni la Russie, ni l'Inde, ni la Chine... mais les femmes, l'on comprend aisément l'impact du féminin sur l'évolution du système économique ces trente prochaines années.

Rafik Smati est l'auteur d'"Eloge de la vitesse" (à paraître en mars 2011, aux éditions Eyrolles).

Rafik Smati, écrivain

///////

SOCIETE

Mais qui va garder les enfants ?

Le Monde | 07.03.11 | 14h49

Peut-on parler d'égalité professionnelle sans souligner que l'obstacle essentiel réside dans l'inégal partage des temps familiaux et professionnels entre les hommes et les femmes et les stéréotypes qui lui sont associés ? Toute l'année 2010 a bruissé de l'air de l'égalité professionnelle : que ce soit le Parlement qui a adopté la loi sur les quotas dans les conseils d'administration ou les dispositions concernant les sanctions en cas de non production d'un accord ou d'un plan sur l'égalité professionnelle, dans la réforme sur les retraites de novembre 2010, que ce soient les partenaires sociaux conviés à négocier sur ce champ, que ce soient les réseaux de femmes qui ont connu une mobilisation importante grâce à Internet, que ce soient surtout les médias qui ont tous mis en exergue cette question.

Mais pourquoi tout ce bruit ? C'est d'abord que le constat sur les différences de traitement entre les hommes et les femmes sur le marché du travail continue d'être accablant et que les avancées demeurent pour le moins paradoxales : fort taux d'activité des femmes (83 % des femmes âgées de 25 à 49 ans, Insee 2008) et taux de fécondité parmi les plus élevés d'Europe.

Pourtant cette mutation sociale que constituent la tertiarisation, la salarisation de l'activité féminine et la réussite scolaire et universitaire, s'est effectuée sur fond d'inégalités persistantes avec des percées subites mais aussi des reculs. Rappelons à cet égard trois points préoccupants : la fin de la progression de l'activité féminine depuis le début des années 1990, si on l'évalue en équivalent temps plein, car l'accès des femmes au marché du travail se fait surtout sur le mode du temps partiel ; une bipolarisation croissante entre les femmes qualifiées qui jouent le jeu de la mixité et les femmes non qualifiées qui, pour certaines, s'enfoncent dans la précarité. 41 % des cadres administratifs et commerciaux sont des femmes mais elles sont surreprésentées dans les emplois non qualifiés (60 %), sont deux fois plus souvent au smic que les hommes et constituent les deux tiers des salariés à bas salaires ainsi que 83 % des salariés à temps partiel ; enfin une parentalité qui demeure bancale.

Près de 6 % des hommes mais 40 % des femmes voient leur situation professionnelle modifiée à l'arrivée d'un enfant et elles assument toujours 80 % des tâches domestiques ainsi que les deux tiers du travail parental. Inévitablement, les deux résultantes de ces inégalités que sont les rémunérations et les retraites des femmes accusent des écarts conséquents. Et ce n'est guère mieux du côté du bilan de la négociation collective sur l'égalité professionnelle : en 2008, sur

l'ensemble des 1 082 accords de branches, seulement 5 % d'entre eux abordent le thème de l'égalité professionnelle et à peine 7,5 % des entreprises ont signé un accord sur l'égalité.

C'est aussi que les enjeux affichés des politiques publiques se croisent et parfois se neutralisent tant ces dernières, souvent cloisonnées, peuvent se contredire dans leurs effets : libre choix des mères de travailler ou pas, quotient conjugal, incitation au temps partiel font-ils bon ménage avec le principe d'égalité, l'évolution des modèles familiaux et la crise économique ? Et que dire des politiques d'emploi ou familiales qui affichent une neutralité des bénéficiaires, alors que, pour certaines d'entre elles comme le congé parental ou la question de la précarité, une majorité sont des femmes et qu'on occulte ainsi la vaste injustice du travail invisible qui pèse sur les choix et les trajectoires professionnelles ?

Que penser d'une réforme des retraites sans étude d'impact quant à ses conséquences à vingt ans sur le niveau des pensions des femmes ? Seule une approche systémique de l'égalité entre les hommes et les femmes peut venir à bout de ces contradictions.

Et pourtant les enjeux sont bien identifiés : enjeux d'égalité, de parentalité, d'identité. Trois piliers indissociables pour ces enjeux d'égalité : la revitalisation de la négociation collective, aidée en cela par cette nouvelle sanction qui peut aller jusqu'à 1 % de la masse salariale, à condition que les décrets à venir précisent les leviers d'action dans les entreprises et les modalités de contrôle et qu'à terme le code du travail soit simplifié ; une plus grande place des femmes dans les postes à responsabilité, y compris dans la fonction publique ; l'amélioration des conditions d'exercice du temps partiel, et enfin, la lutte contre la précarité du travail féminin. Quant à la parentalité, mot figurant dans l'accord national interprofessionnel de 2004, elle suppose d'être accompagnée par les pouvoirs publics et les entreprises à la fois en termes de services aux familles, et surtout de modes d'accueil de la petite enfance, ainsi que de gestion du temps et d'organisation du travail.

Les enjeux d'identité suscitent, paradoxalement, les désirs les plus grands et les plus grandes résistances, des hommes comme des femmes, tous ligotées dans des stéréotypes, qui brident toute évolution, que ce soit dans le monde du travail ou celui de la famille.

Le monde du travail, au lieu d'instaurer des relations interpersonnelles permettant à chacun de développer une identité propre, met en scène souvent des rapports de sexe codés qui reflètent une infériorisation de la place des femmes, souvent affectée d'un coefficient symbolique négatif. C'est la fameuse *"valence différentielle des sexes"* dont parle Françoise Héritier. Et qui fait le lit non seulement de la discrimination mais aussi du sexisme ordinaire, de tous ces petits signes, comportements, attitudes qui déstabilisent les femmes, voire les délégitiment, et créent de la souffrance.

Stéréotypes négatifs brandis par les hommes, qui, non contents de sous-traiter aux femmes leur part de travail domestique et parental leur font payer en monnaie de stéréotypes ce temps écartelé entre sphère professionnelle et domestique : elles seraient moins mobiles, moins disponibles, moins flexibles pour le travail salarié et donc moins faciles à promouvoir. Pire ! Voilà qu'elles se rendent coupables, par moments, du délit de maternité. Quoi d'étonnant qu'elles deviennent, dès lors, pour les employeurs, des agents à risque ? Une femme vaut moins qu'un homme sur le marché du travail.

Et ce n'est guère mieux du côté des discours inversés des chantres du "tout est bon dans le féminin". Aux femmes, l'intuition, l'empathie, le sens de la coopération ; aux hommes, la rigueur, l'autorité, les talents de stratège. Le risque est grand en effet de valoriser des compétences dites féminines, avec une dérive essentialiste qui "naturaliserait" des compétences sociales et cantonnerait les femmes dans les fonctions de lien, de communication ou de ressources humaines, et les hommes dans les fonctions d'autorité et de production. Bien au contraire, les compétences n'ont pas de sexe et toutes ces catégories binaires qui s'accrochent à des identités imposées inhibent les élans et limitent le champ des possibles.

La sphère privée n'échappe pas aux résistances face au partage égalitaire du travail. La mise en couple fonctionne même comme un surligneur du genre. Pourquoi, pour reprendre une expression du sociologue Jean-Claude Kaufmann, faire couple pour une femme, autrement dit faire ménage, c'est faire le ménage ? Pourquoi, pour reprendre les analyses d'un autre sociologue François de Singly, le sentiment d'injustice des femmes, face aux comptes déséquilibrés des tâches ménagères, ne survient que lorsqu'elles effectuent plus des deux tiers des tâches au sein du foyer ? C'est qu'il y va de la construction identitaire des femmes dans ces pratiques sexuées et qu'être conforme à son genre est au moins aussi important que de rechercher une relation égalitaire dans le couple.

Les femmes sont enfermées dans un conflit de légitimité qui crée une double culpabilité : elles se sentent soit démissionnaires de la sphère privée, soit usurpatrices de la sphère publique. Elles sont dans "le trop peu" et "le pas assez", et pourtant, malgré cet écartèlement, elles montrent qu'elles veulent les deux, travailler et avoir des enfants. Moins écartelés, les hommes entre les deux sphères ? Sans aucun doute ! Si les hommes sont certes victimes de stéréotypes et en souffrent, l'asymétrie demeure car ils tirent profit aussi de leur position privilégiée de groupe. Les bénéfices matériels qu'ils tirent de cet inégal partage des tâches ne sont-ils pas supérieurs, à leurs yeux, aux avantages présumés de l'égalité ? Les jeunes pères ont néanmoins leur mot à dire et commencent à le dire.

Mais là encore, cela bouge : le binaire réducteur entre le père qui dit la loi, instrument de séparation, et la mère qui donne l'amour, instrument de fusion, est souvent déconstruit et ces deux fonctions sont partagées. Plus encore, si les femmes ne veulent pas lâcher la sphère privée, c'est aussi qu'elles trouvent dans l'enfant un pourvoyeur de reconnaissance. Les voilà donc qui abordent la vie campées sur leurs deux jambes, car munies d'un double système de reconnaissance, familiale et professionnelle, sauf en cas de travail précaire.

Bon nombre d'hommes, au contraire, limités au seul système de reconnaissance professionnelle, se retrouvent fort dépourvus quand la crise fut venue et que l'entreprise les rejette. On ne dit pas assez que les enfants participent au développement affectif et cognitif de l'adulte et que, pour peu qu'on ait réussi à trouver un curseur à peu près correct entre le trop de règles et le pas assez de règles, loin de nous dépasser, ils sont des passeurs de modernité.

Voilà venu le temps de mettre à l'agenda la déspécialisation des rôles dans la sphère privée comme professionnelle, celui de la double émancipation et donc de l'avènement du gouvernement domestique comme celui du partage des responsabilités dans le travail.

La grande question du XXIe siècle, pour rester provocateur mais dans l'optimisme cette fois, devient donc : *"Qui aura la chance de se partager le temps des enfants ?"* Utopie, me direz-vous ? Mais, en ce centenaire du 8 mars, il faut bien accrocher son chariot aux étoiles.

Auteure en 2009 du "Rapport sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes", elle est rapporteure de la commission "Image des femmes dans les médias". Son dernier ouvrage s'intitule "Petit traité contre le sexisme ordinaire" (Albin Michel, 2009).

Brigitte Grésy, Inspectrice générale des affaires sociales

/////

CONDITIONS DE TRAVAIL

Le bruit au travail gêne un Français sur trois, selon un sondage

LEMONDE.FR avec AFP | 07.03.11 | 14h39 • Mis à jour le 07.03.11 | 15h03

Le bruit au travail gêne 39 % des actifs en France. Selon une enquête Ipsos pour la Journée nationale de l'audition (JNA), qui aura lieu jeudi 10 mars, 13 % des actifs sont "beaucoup" gênés par le bruit, 26 % "assez". La gêne varie fortement suivant le type d'emploi. Ainsi, si 57 % des ouvriers éprouvent de la gêne, seuls 36 % des employés et 28 % des cadres supérieurs et professions intermédiaires sont dans le même cas.

De même, si 71 % des gens travaillant sur un chantier de construction se disent gênés, c'est le cas de 51 % des personnes travaillant dans un open space de bureaux ou une plate-forme téléphonique, 47 % dans un atelier de production, et même 18 % dans un restaurant d'entreprise.

UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES DIFFICULTÉS D'AUDITION

56 % des actifs ne bénéficient d'aucun contrôle auditif dans le cadre de leur travail. Pourtant, le bruit au travail, selon l'association JNA, accroît de 24 % le risque d'accidents avec arrêt de travail et serait à l'origine de 20 % des cas de surdité chez l'adulte.

Les troubles ressentis à cause du bruit vont de la fatigue (58 %) à l'irritabilité (51 %), voire aux acouphènes (39 %) ou aux migraines (37 %).

Les nuisances sonores peuvent également se produire à domicile. Ainsi, 86 % des personnes interrogées affirment avoir remarqué que le niveau sonore pendant les spots de publicité à la télévision était plus élevé que pendant les émissions.

Au total, un Français sur trois (32 %) dit avoir des difficultés à entendre. Ils sont 25 % chez les 20-24 ans, un chiffre stable jusqu'à 40 ans. Au-delà de 60 ans, 41 % estiment avoir des difficultés d'audition. Ces chiffres, pondère cependant le Pr Christian Gelis, président de la JNA, correspondent à du ressenti et non à des mesures, et constituent donc une *"tendance"*.

////

ENGAGEMENT

"Beauvoir restera comme l'image d'une femme qui a voulu penser sa liberté"

Le Monde pour Le Monde.fr | 08.03.11 |

Esteban : Pourquoi faudrait-il lire Simone de Beauvoir aujourd'hui ?

Josyane Savigneau : Je crois que même si on est un homme, il n'est pas inutile de lire Simone de Beauvoir pour comprendre quelle a été la situation des femmes au XX^{e} siècle et ce qu'elle est encore pour partie.

Il n'est pas indispensable de commencer par *Le Deuxième Sexe*, un essai assez ardu, et dont certaines parties, Simone de Beauvoir l'a dit elle-même à la fin de sa vie, sont historiquement dépassées. C'est un livre de 1949. Mais en lisant les Mémoires de Simone de Beauvoir, on en apprend beaucoup sur le parcours d'une femme qui voulait essayer de se libérer du carcan des conventions au XX^{e} siècle.

Laura Fielding : En quoi la lecture du *Deuxième Sexe* vous semble-t-elle encore pertinente pour une jeune femme d'aujourd'hui ?

C'est évidemment la question que beaucoup se posent, puisque, aujourd'hui, on a le sentiment qu'un certain nombre de choses sont résolues. Mais je crois qu'on peut voir en ce moment, comme on l'a vu encore hier à la télévision, avec un reportage à la fois sur la multiplication des

avortements chez des femmes très jeunes et aussi sur les femmes qui sont mères à 15 ans et accueillies dans des foyers, que toutes les questions ne sont pas résolues, et que la lecture du *Deuxième Sexe*, si on la replace dans son historicité, est toujours utile.

Madarine : Quels éléments nouveaux Simone de Beauvoir a-t-elle apportés au féminisme ?

Il faut savoir que dès le début où la pensée de Simone de Beauvoir a été discutée par les féministes, un clivage s'est opéré. D'un côté, les "beauvoiriennes", qui s'attachent à cette phrase : *"on ne naît pas femme, on le devient"*, et qui sont dans une position plutôt universaliste, essayant d'analyser des structures sociales plus que les supposés caractères intrinsèques.

D'un autre côté, les différentialistes, qui estiment que les femmes ont des qualités particulières, une sensibilité particulière, due notamment à leur capacité à être mères, et que, par exemple, elles exerceraient le pouvoir autrement.

On a pu voir avec de nombreux exemples de femmes politiques que tout cela pouvait être remis en cause, et que les qualités particulières des femmes pour exercer le pouvoir plus humainement, moins durement, que les hommes, n'étaient pas évidentes.

Donc je crois que la réflexion de Simone de Beauvoir mérite toujours d'être envisagée.

hulahoop : Qu'est-ce que signifie le *"on ne nait pas femme, on le devient"* ?

Cela ne signifie pas évidemment que les deux sexes sont absolument identiques à la naissance. Mais comme on le voit encore aujourd'hui, puisque c'est la Journée internationale des femmes et que les journaux télévisés se sont intéressés à cela, les femmes sont encore très souvent élevées en vue des tâches "féminines". Et on voit qu'encore 82 % d'entre elles assument entièrement les tâches ménagères.

Je crois que ce que voulait dire Simone de Beauvoir, c'est que les femmes ne sont pas plus génétiquement programmées pour passer l'aspirateur ou faire la vaisselle, que les hommes.

Ce qu'on a gagné depuis l'époque de Simone de Beauvoir, que ses parents essayaient d'empêcher de faire des études de philosophie, c'est que les femmes, si elles le souhaitent, peuvent aussi faire de la philosophie.

Mais on n'a pas encore tout à fait gagné que les hommes philosophes acceptent de prendre un balai.

Simon *: "Il y a des femmes de talent : aucune n'a cette folie dans le talent qu'on appelle le génie."* Cette phrase de Simone de Beauvoir vous semble-t-elle juste ?

Pas vraiment. Je pense qu'elle-même l'aurait récusée à un autre moment de sa vie. Il est vrai que pour elle-même, elle a toujours considéré que si elle était extrêmement bonne dans ses études de philosophie, parfois meilleure que Sartre, c'est qu'elle avait moins que lui une pensée autonome qui s'affrontait à ce qu'on essayait de lui apprendre.

Il est vrai qu'on signale toujours que les femmes seraient moins douées pour l'abstraction que les hommes, donc il y a moins de femmes philosophes, mais on peut quand même donner les magnifiques exemples de Simone Weil ou d'Hanna Arendt. Qu'il y a moins de femmes aussi compositeurs de musique ou mathématiciennes. Mais on découvre aussi aujourd'hui, qu'au XVII^{e} siècle notamment, certaines femmes ont fait des découvertes en astronomie par exemple qui leur ont été confisquées par les hommes avec lesquels elles travaillaient.

Hector : Comment Simone de Beauvoir a-t-elle conciliée son engagement féministe et son métier de romancière ?

Je n'ai pas l'impression qu'elle ait jamais considéré avoir un métier de romancière. Elle disait : *"je suis une femme écrivain, et une femme écrivain, ce n'est pas une femme d'intérieur qui écrit à ses moments perdus, c'est quelqu'un pour qui écrire passe avant tout*". Et je crois que son engagement féministe était partout dans son écriture, dans ses romans, dans ses Mémoires, pas seulement dans son essai *Le Deuxième Sexe*. Elle ne se séparait pas en plusieurs parties, elle était une seule personne qui essayait de construire ce qu'elle appelle *"l'aventure d'être soi"*.

Elodie : Beauvoir nous a-t-elle légué une certaine liberté par rapport au couple exclusif et à la maternité ?

Evidemment, je pense que cela dépend tout à fait d'expériences personnelles et intimes. Le couple, libre, en effet, qu'elle a formé avec Sartre ne s'est jamais posé en modèle. Mais beaucoup ont voulu le reproduire, et quand ça n'a pas marché, ont protesté comme si Sartre et Beauvoir avaient donné une recette pour réussir sa vie.

Peut-être aujourd'hui les femmes peuvent être beaucoup plus libres de leurs choix par rapport à la maternité. Quand Simone de Beauvoir écrivait *Le Deuxième Sexe*, il y avait encore beaucoup de grossesses non désirées, l'avortement était un crime, certaines femmes mouraient en couches.

Moi qui suis née au début des années 1950, ce que Simone de Beauvoir m'a apporté, c'est de comprendre que rien n'était obligatoire, que je n'étais pas obligée de reproduire le destin de ma mère, de me marier, d'avoir des enfants ; que je pouvais tout à fait le faire et le vouloir avec bonheur, mais que si je n'en avais pas envie, j'étais libre aussi d'aller vers ce désir-là.

Ursula : Sauf erreur de ma part, Jean-Paul Sartre ne semblait pas être un chantre du féminisme. Qu'est-ce qui a pu séduire Simone de Beauvoir chez lui ?

Cette question est un peu bizarre, car Simone de Beauvoir a raconté qu'avant d'écrire *Le Deuxième Sexe*, elle était un peu embarrassée. Elle avait envie d'écrire non pas un nouveau roman, mais quelque chose de personnel, et elle ne savait pas très bien quoi.

Un soir, Sartre lui a dit : *"Castor* - puisque c'est ainsi que tous ses amis l'appelaient -*, réfléchissez, vous êtes une femme."* Beauvoir lui a répondu : *"Et alors ? Ca ne m'a jamais empêchée de faire quoi que ce soit. Je n'ai jamais senti de différence entre mes camarades masculins et moi*".

Et Sartre lui a dit, un peu vivement : *"Mais enfin, vous n'avez pas été élevée comme un garçon."* Et c'est là qu'elle s'est mise à réfléchir vraiment à la question, à faire des recherches sur l'histoire des femmes et la condition des femmes, et a commencé à écrire *Le Deuxième Sexe*.

En outre, on sait que Sartre préférait de loin la compagnie des femmes à celle des hommes. Vous dites qu'il n'était pas un chantre du féminisme ; moi, je dirais qu'il n'était pas un chantre de la camaraderie virile.

rose prudence : Qu'est-ce qui vous paraît le plus déterminant dans l'influence qu'elle a exercée ? Son exemple (sa vie) ? Son œuvre ? Ses essais ? Ou ses Mémoires et ses romans ?

Je crois que tout est dit dans votre question, parce que quand on a fait ce hors-série du *Monde* sur Simone de Beauvoir, on s'est aperçus que tous ces hors-séries du *Monde* avaient pour titre général *Une vie, une oeuvre*.

On s'est dit que c'était particulièrement vrai pour Simone de Beauvoir, que sa vie et son oeuvre ne sont pas séparables, que son exemple est aussi d'avoir fait de sa vie une oeuvre, et que, peut-être, même lorsqu'on n'a pas son talent pour écrire, on peut essayer de construire sa vie et d'en faire une jolie oeuvre.

melly-mélo : On a souvent l'impression que des féministes américaines comme Judith Butler ou d'autres théoriciennes des *gender studies* ont su intégrer la pensée de Simone de Beauvoir à leur réflexion, alors qu'en France peu de gens la lisent encore. Cela vous paraît-il vrai, et si oui, pourquoi ?

Cela me paraît dramatiquement vrai ! C'est curieux, mais en France, on a le sentiment que des gens sont restés fidèles à la pensée de Simone de Beauvoir mais sans, comme vous dites, essayer d'aller plus loin à la lumière de l'histoire et de l'avancée des réflexions.

D'autres se sont cantonnés dans une hostilité basique, ou, par exemple, disent la pensée de Simone de Beauvoir dépassée sans montrer en quoi. Les Américaines ont eu beaucoup plus de souplesse et d'accueil à sa pensée pour l'intégrer, comme vous dites, et pour la prolonger.

Chirimoya : N'assiste-t-on pas aujourd'hui à un raidissement des valeurs, notamment au sein des rapports hommes-femmes, à un rejet des valeurs de 68 d'égalité des sexes ?

Je trouve qu'en effet on est dans ce qu'une Américaine, encore, Susan Faludi, a appelé le *"backlash"*, le retour de bâton, et que, comme vous dites, les valeurs d'égalité sont mises à mal, qu'on explique que les femmes qui travaillent deviennent dures, font de mauvaises mères. On n'est pas dans une période tellement favorable à tous points de vue. Ce n'est pas seulement dû à la crise économique.

Laura Fielding : Le *"modèle"* du couple incarné par Beauvoir et Sartre est-il encore d'actualité ?

Moi aussi, je mets modèle entre guillemets. Je crois que ce qu'ils voulaient dire, ce n'était pas "copiez-nous", c'était "à chacun d'inventer sa vie". Mais pour l'inventer, il faut y réfléchir et ne se conformer à aucun modèle ; ni celui de Beauvoir et Sartre, ni aucun autre.

md : Pourquoi se référer en permanence à Simone de Beauvoir ? Elle n'est pas la seule féministe. Je ne vois que rarement de références à des féministes américaines. La France fut (et continue) à être l'un des pays les plus attardés en ce qui concerne les droits de la femme.

Peut-être parce que la France est la plus attardée en matière de droits des femmes. Mais comme on l'a dit tout à l'heure, en réponse à une autre question, beaucoup de féministes américaines ont intégré la pensée de Simone de Beauvoir et se réfèrent à elle.

rose prudence : Quel sens peut avoir la leçon de Simone de Beauvoir pour les jeunes femmes qui se battent pour leur liberté dans d'autres cultures - et particulièrement, aujourd'hui, dans les pays arabes comme la Tunisie, l'Egypte, ou l'Algérie ?

Je ne suis pas la meilleure personne pour répondre à cette question, mais dans le hors-série du *Monde*, il y a un texte d'une Iranienne, Chahla Chasiq, qui explique la vitalité de la pensée de Simone de Beauvoir en Iran, le travail des féministes iraniennes, notamment à travers une organisation qui s'appelle Un million de signatures, et à laquelle, en France, il y a deux ans, on a donné le prix Simone-de-Beauvoir pour la liberté des femmes, qui a été créé par Julia Kristeva en liaison avec le ministère de la culture et les éditions Gallimard.

Dans le même hors-série du *Monde*, il y a un texte d'une avocate algérienne, Wassyla Tamzali. Cette Algérienne a écrit plusieurs livres, dont, en 2009, chez Gallimard, *"Une femme en colère"*, où elle reprochait aux Européennes de trop peu aider les femmes des pays arabes qui se battent pour leurs libertés, et notamment contre le port imposé du voile.

Et dans ce hors-série, elle explique comment elle a travaillé avec de jeunes femmes algériennes qui lui demandaient ce qu'elles pouvaient faire. Elle leur a dit : *"faites d'abord quelque chose*

pour vous-mêmes, lisez Simone de Beauvoir". Au début, cela leur a paru une lecture lointaine. Mais peu à peu, dans les conversations avec Wassyla Tamzali, elles ont compris comment Beauvoir pouvait encore leur être utile.

Albert : Que dirait Simone de Beauvoir sur la burqa aujourd'hui ?

Il est toujours difficile de faire parler les morts, mais on sait qu'en 1979, une délégation de femmes féministes avait décidé de se rendre en Iran pour voir ce qu'il en était de la révolution iranienne.

A leur arrivée à Téhéran, on leur a dit qu'elles ne pourraient pas être reçues par l'ayatollah Khomeini et d'autres dignitaires du régime si elles restaient tête nue.

Elles devaient au moins porter un foulard. Certaines ont accepté, d'autres ont décidé de téléphoner d'abord à Simone de Beauvoir pour prendre son avis. Et comme on pouvait s'y attendre, elle a dit aux femmes de refuser de se voiler et de rentrer à Paris plutôt que d'obéir aux ordres des ayatollahs.

Donc on peut penser que la burqa, qui en plus n'est qu'une coutume tribale et même pas un geste religieux, qui consiste à enfermer les femmes totalement dans un vêtement, ne serait pas approuvée par Simone de Beauvoir.

Ratamahata : Les difficultés qu'on les partis politiques à présenter des candidatEs titulaires n'est-elle pas le signe d'une incapacité structurelle à mettre en place l'égalité des sexes ?

C'est vraiment une affaire compliquée, parce qu'il y a eu beaucoup de discussions sur la parité, que certaines considèrent comme un dogme, une obligation, et par laquelle d'autres se sentent infériorisés. J'ai toujours eu le sentiment que l'obligation de parité devait être quelque chose de provisoire mais que peut-être, tactiquement, on devait l'adopter. Et votre question semble prouver que ce serait nécessaire, puisque les supposées obligations ne fonctionnent toujours pas.

Quand on met une femme en tête de liste, c'est souvent parce qu'on pense que cette liste ne va pas gagner. Cela dit, Françoise Giroud avait dit un jour : *"le problème sera résolu entre les hommes et les femmes quand on verra une femme médiocre à un poste important*".

Je crois qu'on a vu désormais quelques femmes médiocres à des postes importants, et le problème n'est pas résolu pour autant. Donc le combat continue.

Bleuen : L'œuvre de Simone de Beauvoir est-elle enseignée aujourd'hui au collège ou au lycée ?

Je ne suis pas enseignante, donc je ne sais pas vraiment. J'imagine que certains professeurs qui aiment l'oeuvre de Simone de Beauvoir essaient de faire passer quelque chose. Je sais que certaines de mes amies le font. Mais je ne crois pas que ce soit vraiment inscrit dans les programmes.

Mais je peux tout à fait être démentie, puisque je n'ai pas vérifié.

fernand : Quel personnage Beauvoir laissera-t-elle dans l'Histoire ? Celui d'une philosophe existentialo-féministe ? Ou celui d'un grand écrivain ?

Qu'est-ce qu'un grand écrivain ? On vient encore récemment de nous expliquer que Louis-Ferdinand Céline était à la fois un très grand écrivain et un parfait salaud. On a assez bien pu définir ce qu'on entendait par "parfait salaud", mais pas vraiment ce qu'on entendait par "grand écrivain".

De plus, il est toujours difficile de savoir ce que feront le temps et la postérité. Je crois quand même que Simone de Beauvoir restera comme l'image d'une femme qui a voulu penser sa liberté, et peut-être comme un moins mauvais écrivain que certains l'ont dit.

Il y a eu, en 2008, un livre très intéressant de Danièle Sallenave qui s'appelle *Castor de guerre*, chez Gallimard. Ce n'est pas vraiment une biographie, c'est une sorte d'essai biographique à partir de la relecture de toute l'oeuvre de Simone de Beauvoir.

Et Danièle Sallenave, qui se sent beauvoirienne, pensait, comme beaucoup, que les essais et les Mémoires étaient vraiment ce que Simone de Beauvoir avait écrit de plus important. Et à sa surprise, en relisant *Les Mandarins*, elle a estimé qu'on avait justement sous-estimé la qualité de ce livre et que c'était peut-être plus cette fiction qui donnait une clé pour Simone de Beauvoir que ses Mémoires.

Chat modéré par Olivier Biffaud

//////////////////

MEDECINE

"Le Monde Magazine" : Catherine Dolto, le corps et l'esprit en héritage

LE MONDE MAGAZINE | 11.03.11 | 12h19 • Mis à jour le 11.03.11 | 17h09

Son père soignait les corps avec ses mains, sa mère apaisait les bébés avec ses mots. Elle a réussi le tour de force de fusionner les deux. Et appris, toute jeune, à se méfier de la célébrité. *"Dans notre métier, la notoriété est une moisissure, un truc qui nous colle dessus."* Catherine Dolto ne se met en avant que lorsqu'elle a *"quelque chose de légitime à défendre"*. Elle a donc accepté de nous recevoir. Car elle défend mieux que personne l'haptonomie, discipline paramédicale qu'elle a largement contribué à installer en France, et dont le cinquième congrès international, organisé à Versailles (Yvelines) les 19 et 20 mars, atteste du succès.

"Le mot haptonomie vient du grec haptein, qui signifie 'toucher' aux deux sens du terme : tactile mais aussi émotionnel", explique-t-elle. Une science du toucher, mais un toucher qui englobe toute la personne, qui unifie corps et esprit. Sa pratique est surtout employée en accompagnement prénatal, pour apprendre aux parents à communiquer avec leur bébé. Mais, de plus en plus, elle s'adapte à la demande. *"Quelle que soit la situation du patient, l'haptothérapie peut lui apporter quelque chose"*, affirme son ambassadrice.

Dans le cabinet médical hérité de ses parents, des jouets à même le sol, quelques photos de famille, un vaste bureau. Et un haut lit à roulettes sur lequel s'allongent ses patients, qu'elle masse et palpe avec la même attention bienveillante que d'autres les écoutent. Comment se construit-on quand on est la fille de Françoise Dolto, la plus célèbre psychanalyste d'enfants de France ? Comment assume-t-on d'être seule détentrice du droit moral sur l'œuvre de cette clinicienne de génie, morte en 1988, dont les émissions de radio et les écrits ont fait pénétrer l'inconscient dans des millions de foyers ? *"Disons que c'est prenant,* admet-elle. *Mais vu le bonheur que j'ai eu à être sa fille, ce n'est pas cher payé."*

"DANS SA LUMIÈRE"

A une femme qui lui demande un jour : *"Mais vous n'en avez pas assez, d'être toujours dans l'ombre de votre mère ?"*, elle répond : *"C'est drôle, je me suis toujours vécue comme étant dans sa lumière."* Tout était dit.

"De toute façon, il ne s'agit pas que de ma mère, mais de ma mère et de mon père, s'anime-t-elle. *C'est une histoire de couple, un couple de parents."* Car elle fut aussi la fille ardemment désirée de Boris Dolto, rhumatologue et fondateur en France d'une école pionnière de kinésithérapie. Un père baroque et mystérieux, douloureusement exilé à 20 ans de sa Russie

natale. Un père *"parfois injuste, pas toujours rassurant, mais inouï d'ouverture d'esprit et de présence dans les moments difficiles"*, auquel elle croit ressembler plus qu'à sa mère.

Comment, donc, la cadette d'une fratrie de trois enfants est-elle parvenue à tracer son chemin avec au-dessus d'elle ces parents terribles – aimants, tolérants, unis et reconnus dans une même passion pour le soin et la compréhension des êtres ? *"Enfant, Katouch voulait toujours être à la hauteur"*, résume son frère Grégoire, devenu architecte naval. Plus connu sous le nom de Carlos, son aîné, Yvan-Chrysostome, avait déjà pris la tangente vers le spectacle. Pour la transmission du flambeau parental, s'il devait y en avoir une, il ne restait que Catherine.

Elle a bien essayé de résister. Son bac en poche, elle s'inscrit à l'école de théâtre de Jacques Lecoq. Y découvre son émotion pour l'*"état de clown"* – elle en a gardé la bouille ronde, les cheveux en pétard et ses faux airs de Giulietta Masina –, mais comprend vite qu'on ne peut faire ce métier qu'absolument, *"le dos au mur"*. Quant aux études de sociologie qu'elle mène en parallèle, elles lui font déjà craindre l'ennui. Alors, à 24 ans, elle se décide pour la médecine. Songe à la pédiatrie, entame une analyse, opte finalement pour la médecine générale. Elle l'exercera plusieurs années, tout en participant aux *Cahiers du nouveau-né*. Une revue publiée par *"une bande d'allumés"*, qui lui présente un jour *"un type qui joue avec les bébés"*. Et qui va, une nouvelle fois, changer le cours de sa vie.

"LE TRAVAIL EST UNE BELLE CHOSE"

Le "type" s'appelle Frans Veldman. Néerlandais, il a près de 60 ans, a fondé l'haptonomie aux Pays-Bas et veut s'installer en France pour y poursuivre ses recherches. Pour celle qui se définit aujourd'hui comme un OTNI (objet thérapeutique non identifié), la rencontre est immédiate. *"Dès que j'ai vu ce qu'il faisait, j'ai su que c'était ce que je cherchais. Il avait une connaissance de l'être humain faramineuse, une liberté de penser extraordinaire, et c'était un clinicien génial."*

Un monstre sacré de plus : ce sera le bon. A Catherine, qui travaillera avec lui pendant trente ans, il permet enfin d'appréhender d'un même mouvement le corps et l'esprit, le physique et le mental, le biologique et l'affectif. D'assumer à sa manière son double héritage. Et d'en ajouter un troisième, puisqu'elle se sent désormais messagère de l'œuvre de ce père spirituel mort en janvier 2010.

Sans compter tout le reste ! Entière, directe et enthousiaste, elle a appris au fil des ans à préserver ce qui lui importe. Ses amitiés, nombreuses et fidèles, dont beaucoup se sont tissées durant les années Lecoq. Les petits livres qu'elle continue d'écrire pour des enfants qu'elle n'a pas eus mais qu'elle a tant soignés. Le théâtre, avec lequel elle a renoué il y a quelques années, jouant occasionnellement une pièce issue de son travail, *La Conférence*, avec Emma la clown : Meriem Ménant, de son vrai nom, qui affirme avoir *"rarement rencontré femme si généreuse et humaine"*.

"Elle est profondément ouverte aux idées des autres, et ne pense qu'à vous mettre sur les bons rails", confirme le dermatologue Jean-Paul Escande, qui fut son professeur avant de devenir un indéfectible ami. Un statut qui l'autorise à révéler un caractère un tantinet soupe au lait, et à la soupçonner *"de n'être pas gentille avec tout le monde"*. Ce que l'intéressée admet volontiers : *"Les histoires de vérité ou de mensonge, pour moi, sont des histoires de vie ou de mort. S'emparer de l'œuvre de quelqu'un et la dénaturer, c'est très grave. Le travail est une belle chose"*, dit-elle. Le droit moral en héritage, cela suppose des devoirs.

Catherine Vincent

Parcours

1946 Catherine Dolto naît le 5 août au Croisic (Loire-Atlantique).
1965 Elle s'inscrit à l'Ecole internationale de théâtre Jacques Lecoq.

1978 Elle soutient sa thèse de doctorat en médecine.
1980 Elle rencontre Frans Veldman, fondateur de l'haptonomie.
2007 Frans Veldman confie le Centre international de recherche et de développement de l'haptonomie (CIRDH) à ses élèves.

A noter : 5e congrès international d'haptonomie, Palais des congrès, Versailles (Yvelines). Les 19 et 20 mars. Thème : Situations de crise et haptonomie. www.haptonomie-cirdh.org/congres

---

MEDECINE

La sécurité affective acquise avant la naissance est un bagage précieux pour toute la vie"

Le Monde pour Le Monde.fr | 11.03.11 | 09h19 • Mis à jour le 11.03.11 | 17h11

DANS UN CHAT SUR LEMONDE.FR, ORGANISÉ EN PARTENARIAT AVEC "LE MONDE MAGAZINE", CATHERINE DOLTO, MÉDECIN ET HAPTOTHÉRAPEUTE, EXPLIQUE QUE DE NOMBREUSES ÉTUDES MONTRENT UNE CORRÉLATION ENTRE LA SANTÉ PHYSIQUE, PSYCHIQUE, AFFECTIVE ET LES TOUT DÉBUTS DE LA VIE, PRÉ ET POST-NATALE.

Yaumji : La grossesse et la naissance sont de plus en plus entourées par des thérapeuthes en tous genre : gynécologues, sages-femmes, haptothérapeutes, sophrologues, kinésithérapeutes, ostéopathes... Pensez-vous vraiment que la naissance soit si pathologique qu'il faille s'entourer de tout ce monde ?

Catherine Dolto : Tout ce monde n'est pas à mettre dans le même panier... Bien sûr que la naissance n'est pas, dans la grande majorité des cas, pathologique. Mais cela reste un événement qui remue profondément les parents et qui est fondateur dans la vie de l'enfant.

Donc accompagner n'est pas soigner.

Elvire : Qu'est-ce qui distingue l'haptonomie des autres méthodes de préparation à l'accouchement ?

L'haptonomie est un accompagnement de la parentalité qui commence dès la conception, mais qui peut même accompagner les conceptions par procréation médicalement assistée avant la conception proprement dite, qui se termine quand l'enfant marche depuis un mois ou deux, et qui comporte une préparation à l'accouchement.

Par ailleurs, c'est un accompagnement qui met toujours en avant la vie affective et les échanges entre les parents et l'enfant. Le but est d'enraciner la relation dans de la sécurité affective, ce qui, pour l'enfant, est un bagage très précieux pour toute la vie.

Maria : Enceinte de 4 mois, je vis avec beaucoup de stress cette grossesse en raison de plusieurs "bobos", et dernièrement en raison du stress d'une amniocentèse et de l'attente des résultats... Comment puis-je éviter de transmettre cette tension à mon bébé, et essayer de lui apporter une certaine sérénité ? L'haptonomie peut-elle m'aider ?

D'abord, oui, l'haptonomie peut vous aider en étant autour de l'enfant. La mère porte l'enfant dans un bassin, avec un utérus, etc. La relation s'inscrit dans la chair. Il ne s'agit pas seulement de décréter : soyez avec votre enfant, il faut l'aider à trouver ce chemin.

Sandra1975 : j'ai pratiqué l'haptonomie avec mon conjoint pendant ma grossesse et nous avons continué après la naissance de notre fille. C'est vraiment formidable et

depuis, j'en parle beaucoup autour de moi pour inviter mes amis futurs parents à la pratiquer aussi. Mais on a déconseillé l'haptonomie à l'une de mes amies pour un premier enfant, parce que c'est très prenant de s'occuper d'un enfant hapto... Etes-vous d'accord ?

C'est vrai. Les bébés bien accompagnés n'aiment pas qu'on les traite comme des paquets. Ce sont des bébés et des enfants très éveillés et très en sécurité. Et c'est pourquoi on le voit une fois que la marche est acquise et que les enfants entrent dans une phase où ils ont besoin de s'opposer pour grandir.

Ces enfants, très en sécurité, très en confiance, pourraient être trop dominants, donc ils ont besoin d'être contenus, et si on le fait à ce moment-là, ça fait des enfants formidables. D'où la très grande importance de la dernière séance, lorsque l'enfant marche, pour montrer aux parents quelle est la personnalité de leur enfant et comment le contenir fermement sans tomber dans le dressage. C'est rassurant pour un enfant d'être bien contenu.

Pierre : Ma compagne voudrait que je suive "des cours" à la maternité, mais moi, j'ai l'impression que je peux me débrouiller sans. Est-il vraiment nécessaire pour le futur père de se faire "aider" par des intervenants extérieurs ?

Je suppose que vous ne parlez pas d'haptonomie, car ce ne sont pas des cours. Ce que je crois, c'est que pour accompagner une femme enceinte pendant son accouchement, c'est bien d'être familiarisé avec le lieu où elle va accoucher, d'avoir compris ce qui se passait et quelle aide on peut lui apporter.

Sissou : Est-ce la psychologie ou la psychanalyse – métier de votre mère – qui vous a poussé vers cette pratique ?

Je pense que c'est à la fois le métier de mon père, qui était un grand rhumatologue, mais très à l'écoute de ce qui est psychique, et du métier de ma mère, avec qui j'ai beaucoup travaillé. J'ai eu une naissance très difficile aussi, et je pense que cela compte.

Albert : Comment peut-on s'assurer de la compétence d'une personne proposant des séances d'haptonomie ? Y a-t-il des risques pour le bébé ou pour la maman ?

C'est une bonne question. Quand le travail est bien fait, il n'y a aucun risque. Pour s'assurer de la compétence, il faut d'abord s'assurer que c'est soit un médecin, soit une sage-femme, parce qu'en principe, nous ne formons pas, sauf exception, d'autres personnes. Ou alors un psychologue. Frans Veldman, qui a découvert l'haptonomie, a fondé un centre de formation, le CIRDH, et ses élèves, depuis sa mort, continuent à travailler dans ce centre. Si on a un doute sur le praticien, on peut prendre contact avec le centre, qui répondra toujours.

Il ne faut pas hésiter à se renseigner si on est dans les mains de quelqu'un qui ne vous inspire pas confiance.

Sylvie : Une première naissance, pour une femme mais aussi pour un couple, est un véritable bouleversement au niveau personnel, social, financier, émotionnel. J'ai été très touchée par la différence monumentale qu'il y a entre ce qui précède l'accouchement (suivi médical et familial ou amical qui fait que vous êtes entourée, chouchoutée) et le retour chez soi où l'on se retrouve terriblement seule. L'accompagnement ne devrait-il pas commencer à ce moment-là ?

Non, il doit se continuer à ce moment-là. Ce que vous dites est très juste, et dans l'accompagnement haptonomique, il y a une séance très tôt, qui concerne la mère, parce qu'il n'y a pas seulement une mère, il y a une femme. Et il faut qu'elle retrouve son être-femme après l'accouchement.

LN : Qu'est-ce que l'haptonomie une fois le bébé hors du ventre de sa mère ?

C'est d'abord prendre soin de la mère après la naissance, et c'est ensuite une certaine façon de porter l'enfant et de s'adresser à lui dans laquelle on a toujours en tête que, d'une part, il n'est pas un paquet, et on cherche à lui faire sentir que c'est lui qui se porte avec notre aide. On a toujours le souci de le mettre en sécurité, car c'est ainsi qu'on le rend autonome.

Cette façon de porter, d'accompagner, évolue avec l'âge de l'enfant, avec la croissance, et on l'adapte à la nature de chaque enfant et à la façon dont la rencontre se fait entre cet enfant-là et ces parents-là.

Clio : Quel recul a-t-on sur les premiers enfants, devenus adultes, accompagnés haptonomiquement, sont-ils vraiment des adultes différents des autres ?

Frans Veldman a commencé à faire du périnatal il y a cinquante ans, et moi-même j'ai accompagné des pères ou des mères que j'avais connus comme enfants in utero. Donc avec ce recul, on voit que cela fait des adultes qui sont plus en sécurité, et qui ont une certaine élasticité face aux épreuves de la vie, auxquelles ils font face avec plus de confiance en eux et dans l'autre.

Lola : Comment se déroule concrètement une séance d'haptonomie ?

On démarre idéalement le plus tôt possible, jamais après le début du septième mois pour une grossesse dite normale. Mais s'il y a un problème plus tard dans une grossesse, on peut intervenir à n'importe quel moment de la grossesse, même en salle de naissance. Mais on ne fera pas le même travail.

Ensuite, il n'y a pas deux séances pareilles, si ce n'est que toujours on commence par prendre contact avec l'enfant, mais les séances ont à chaque fois un but différent, en fonction du terme de la grossesse ou de l'âge de l'enfant en post-natal. Et il y a toujours une séance où on allonge le père pour lui faire sentir des choses, car pour nous, expliquer, c'est faire sentir.

Moi : Est-ce que cet accompagnement ne se fonde pas sur une norme implicite, une obligation à l'épanouissement qui peut, au final, être source de stress pour ceux qui ne se retrouveraient pas dans cet idéal imposé ?

Je ne comprends pas très bien cette question. L'idée, c'est que chaque humain a en lui des possibilités très riches, et qu'il faut permettre à chacun de déployer tous les possibles qui sont en lui. Cela n'a rien à voir avec l'épanouissement béat, cela a plutôt à voir avec le courage de vivre et de s'engager dans la vie.

Nathalie : Quelle place a l'haptonomie en France par rapport aux autres pays ? L'haptonomie a-t-elle un impact sur la "santé publique" ou son intérêt reste-t-il au niveau de la sphère privée ?

Suivant les pays d'Europe, c'est plus ou moins développé. Il y en a très, très peu en Italie.

En ce qui concerne la santé publique, il ne faut pas oublier que l'haptonomie s'occupe aussi de psychothérapie, de kinésithérapie, de soin et d'éducation au sens le plus large du terme. On peut pratiquer tous les métiers de soin et d'éducation en mettant en acte l'haptonomie.

En ce qui me concerne, après trente ans d'expérience, je pense vraiment que si les parents et les enfants dans leur toute petite-enfance étaient bien accompagnés, en cherchant à leur donner plus de sécurité et de confiance en eux que de stress, cela aurait un gros impact sur les groupes humains, pas seulement sur les individus.

Il y a maintenant des études innombrables qui montrent à l'évidence une corrélation entre la santé physique, la santé psychique et affective, et les tout débuts de vie – prénatale et post-natale. On peut aller sur la "Cochrane Library" sur Internet, qui collecte de nombreuses informations sur le sujet. Plus les humains se sentent bien dans leur peau et confiants en eux,

moins ils ont besoin d'être reconnus dans leur ego et d'agresser les autres. Je crois que c'est une évidence.

Sandra1975 : Comment gère-t-on les séances d'haptonomie pour un deuxième enfant ? L'aîné doit-il y participer ? Ou est-ce déconseillé ?

C'est tout à fait déconseillé. A la maison, les parents peuvent faire participer un peu l'enfant s'ils le veulent, mais cela demande beaucoup de prudence, parce qu'il ne faut absolument pas forcer. Au cabinet de l'haptothérapeute, cela n'a pas de sens, car les aînés ne supportent pas bien de voir leur mère allongée pendant 40 minutes, et les deux parents occupés de l'autre enfant. Du coup, les parents ne sont pas disponibles pour l'enfant in utero, et personne n'y trouve son compte. Ce qui se passe entre les parents et l'enfant à naître, c'est vraiment leur intimité à trois.

Flora : Pourquoi les haptothérapeutes disent que tout autre type de préparation à l'accouchement n'est pas compatible avec l'haptonomie, ce qui n'est pas le cas des autres préparations qui sont parfaitement ouvertes à ce que l'on fasse aussi de l'haptonomie ?

Parce que dès qu'on sollicite l'affectif, on sollicite principalement les voies sous-corticales dans le système nerveux. Et nous sommes dans une culture où les voies corticales sont très dominantes. Dès qu'on visualise son enfant, dès qu'on contrôle sa respiration, on est plutôt dans un dispositif cortical, les tonus changent partout dans le corps, et le contact avec l'enfant n'est plus du tout le même. Donc si on veut faire de la bonne haptonomie, et si on veut respecter les parents et l'enfant, il ne faut pas tout mélanger. Souvent, le mélange des choses a des résultats formidables, et parfois, c'est complètement incompatible.

Angélique : Quelles sont les techniques simples pour communiquer avec son bébé chez soi, sans avoir été formé à l'haptonomie ?

D'abord, je pense qu'il n'y a pas de technique. Il y a à chercher à aller à la rencontre avec l'enfant. Cela suppose qu'il ne faut pas avoir des crispations dans le bassin ou dans le thorax. Mais l'haptonomie, c'est la prose chez Molière : il y a des gens qui sont naturellement très proches de cette rencontre affective, et d'autres pour qui cela va être beaucoup plus difficile. Mais l'expérience montre que même pour les gens très proches, l'aide d'un accompagnant apporte beaucoup.

Pol : Que peut apporter l'haptonomie face à la mort in utéro d'un jumeau ?

Beaucoup. Et même à la mort d'un enfant in utero d'une façon générale. Pour l'enfant qui reste en vie, on a toutes les raisons de penser que la perte du jumeau est une épreuve qui laisse des traces. Il y a des publications très intéressantes là-dessus. Quand les parents peuvent être vraiment autour de l'enfant survivant et partager avec lui cette épreuve, cela aide beaucoup. D'autant plus que souvent, les femmes qui ont perdu un bébé ont très peur que l'enfant mort et l'enfant vivant ne se touchent, et elles essaient de cloisonner leur utérus. Et en faisant cela, elles coincent complètement l'enfant vivant, pour qui cela équivaut à une interdiction à se mouvoir. Et à une coupure de contact affectif.

Olivier : Arrive-t-il que des parents fassent un blocage au fil des séances ? La démarche personnelle me semble importante pour intégrer cette façon de comprendre la relation aux autres.

Bien sûr, ces blocages existent, mais sont très rares. Mais votre question me donne l'occasion de dire qu'on ne peut absolument pas faire d'haptonomie si les deux parents n'en ont pas envie. Les haptothérapeutes ne sont pas des ayatollahs de l'affectivité, et on peut faire une très bonne grossesse en ne faisant pas d'haptonomie.

Ces blocages ont toujours une bonne raison, et quelquefois, on peut aider les parents à les dépasser. Il faut toujours les respecter.

Caramel : Votre mère connaissait-elle l'haptonomie ? Si oui, qu'en disait-elle ?

Oui, elle la connaissait, elle a bien connu Frans Veldman, et elle trouvait ça passionnant.

Petit : Où puis-je trouver les maternités en Ile-de-France qui pratiquent l'accouchement avec l'haptothérapie ?

Pour trouver un accompagnant, il faut s'adresser au CIRDH, qui se trouve 9 bis villa du Bel-Air, Paris 12e.

Pour les maternités, c'est votre accompagnant qui vous dira quelles sont celles où soit on pratique l'haptonomie, soit où on est acceptant des parents qui pratiquent l'haptonomie. Mais j'aimerais dire que nous accompagnons aussi des femmes dont nous savons que l'accouchement sera très technique, ou même qui subiront une césarienne. Ce qui reste haptonomique dans ces situations-là, c'est la qualité du lien entre la mère et l'enfant, et le père, si on l'accepte en salle de naissance pendant la césarienne.

Pascale : Est-ce que le père est plus proche de son enfant s'il participe activement à l'haptonomie ?

Oui. C'est une des particularités de l'haptonomie que ce lien fort entre le père et l'enfant, mais aussi le lien fort entre les parents pendant cette période et qui prépare le lien en post-natalité.

Angélique : Peut-on commencer à pratiquer l'haptonomie après la naissance, si on constate qu'une grossesse vécue dans le stress a "marqué" l'enfant ?

Oui, bien sûr. On peut faire un accompagnement post-natal.

Je souhaite ajouter que dans les grossesses dites pathologiques, ou quand il y a eu des grossesses pathologiques avant, ou qu'il survient un drame pendant la grossesse, l'haptonomie peut aider beaucoup. Et il nous arrive de recevoir des gens qui se préparent à une interruption médicale de grossesse et qui ont le souhait d'accompagner leur enfant jusqu'au bout. Pour ceux qui le souhaitent, c'est une grande aide pour faire le deuil ensuite.

Chat modéré par Emmanuelle Chevallereau

PHILOSOPHIE ET POLITIQUE

La philosophie qui dérange

Le Monde | 12.03.11 | 14h23 • Mis à jour le 12.03.11 | 14h23

Depuis l'époque des Lumières, les écrivains, gens de théâtre, musiciens et autres rédacteurs et chroniqueurs des journaux de qualité, ont pris en charge les responsabilités qui résultaient de la liberté d'opinion. Cela veut dire que leurs pensées et leurs convictions étaient désormais dictées par leur conscience et leur raison et non plus par leurs seigneurs et maîtres. En revanche, dans le cas de la philosophie, la réflexion indépendante est depuis toujours une "maladie professionnelle". Cependant, les Lumières ont fait que cette "maladie" a contaminé tous ceux qui, plus tard, ont été désignés par le terme d'"intellectuels".

Voilà pourquoi les tyrans et dictateurs de l'époque moderne ne les ont jamais portés dans leur coeur, essayant tantôt d'établir eux-mêmes des critères propres à distinguer les "bons" auteurs et philosophes des autres tout en réservant leurs bienfaits à leurs thuriféraires, tantôt cherchant à attirer à eux les philosophes qui, marchant sur les traces de Platon, se sont complu à leur dispenser des conseils. Avec peu de succès, sur le long terme.

Les intellectuels critiques ont eu leur heure de gloire au cours des périodes de dictature. Ce sont eux qui incarnèrent l'hydre à sept têtes en révolte contre la tyrannie. Et si l'une des têtes tombait, que ce soit par corruption, assassinat, envoi dans des camps d'internement ou d'extermination, ou encore par l'exil forcé ou l'emprisonnement, d'autres repoussaient à sa place. Ce dragon-là s'est révélé invincible.

En période de démocratie, fini l'héroïsme ! Mais le courage civique reste toujours d'actualité. Il s'agit d'investir du temps et de l'énergie, de rejeter les promotions faciles, pour maintenir l'esprit critique en éveil. La question n'est pas tant de savoir si tel ou tel intellectuel a raison ou tort, puisque certains en effet se font les porte-drapeaux de rêves utopiques. Elle est de se rendre compte que le monde moderne a absolument besoin d'individus capables d'opposer un refus à telle ou telle structure sociale, législation, mesure gouvernementale, etc.

C'est en effet la tension découlant du débat, l'échange incessant d'arguments et de contre-arguments qui alimentent la dynamique de la société moderne. Même le développement technologique à long terme n'est pas envisageable sans la liberté de penser, c'est-à-dire l'indépendance, sans liberté d'opinion ni de presse. La forme privilégiée de ces éléments se retrouve dans les institutions de contre-pouvoir.

Pendant des années, j'ai cru que la philosophie était devenue une discipline universitaire comme les autres, une profession préoccupée par son propre passé et la muséification de son histoire, n'intéressant que ses représentants. Sa fonction critique traditionnelle avait été reprise par les différents médias. Ayant vécu longtemps en Australie et aux Etats-Unis, j'en étais venue à trouver cette situation presque naturelle. Mes expériences européennes ne contredisaient pas non plus cette vision des choses.

Et puis, la surprise. A peine le nouveau gouvernement hongrois était-il en fonction qu'une campagne de diffamation contre les philosophes hongrois était lancée et, à travers eux, contre toute la philosophie critique, qui a été exposée à un feu roulant. L'attaque a été lancée simultanément par trois quotidiens et trois chaînes de télévision. Elle a duré presque deux mois, toujours fondée sur les mêmes accusations, le même rabâchage d'allégations depuis longtemps démenties. La charge, répétée à l'envi, prétendait que *"la bande à Heller"* avait, par des moyens suspects, et sous prétexte de travaux de recherche, volé, détourné un demi-milliard de forints (presque 2 millions d'euros).

De quoi s'agissait-il ? Sur une centaine, six projets ont été pointés du doigt. Les montants destinés aux différents travaux ainsi visés - recherche, traduction, édition d'ouvrages... - ont été additionnés, et une personne a été désignée comme bouc émissaire. Pourquoi justement moi, qui, sur les six directeurs de projets, n'ai jamais touché un centime ? Les accusateurs n'en ont pas fait mystère. J'ai été taxée de *"philosophe libérale"*, *"libéral"* étant dans le lexique du gouvernement actuel synonyme d'"opposition", de "diabolique", d'"antipatriotique". Ces six cibles sélectionnées ont été choisies parce qu'elles constituent le panel idéal pour criminaliser tous ceux qui mettent en cause la politique du gouvernement hongrois, en particulier toute récente loi sur les médias.

Quels objectifs politiques visent cette criminalisation ? Tout d'abord, l'intimidation des intellectuels critiques, des philosophes notamment. Il faut qu'ils se tiennent à carreau, qu'ils se taisent gentiment, sinon on les dénoncera et on leur appliquera le traitement réservé aux criminels de droit commun.

Et puis, on criminalise ainsi de nombreux membres du gouvernement précédent, ainsi que l'ancien premier ministre social libéral. La plupart du temps sous le prétexte que, ces dix dernières années, l'endettement de la Hongrie a atteint un seuil préoccupant. Ce fait, qui relève de la politique économique, est maintenant présenté comme un acte criminel, comme si les précédents dirigeants du pays avaient empoché des millions d'euros.

Nous assistons à un *Kulturkampf*, à une offensive du pouvoir contre les intellectuels. La plupart des personnalités importantes de l'élite culturelle ont été "éliminées". C'est le cas, par exemple,

du directeur artistique et chef d'orchestre de l'Opéra de Budapest Adam Fischer, mondialement connu, ou encore du directeur du Ballet, ainsi que d'un grand nombre de directeurs de théâtres, de rédacteurs de télévision, de présentateurs d'émissions, de commentateurs d'actualités, de journalistes. Et c'est dans ce cadre que s'inscrit l'attaque contre les philosophes.

Abusant de sa majorité parlementaire, des deux tiers, ce gouvernement de droite qui se proclame *"révolutionnaire"* a fait adopter une loi sur les médias qui contredit gravement l'esprit démocratique européen. Une commission ad hoc a été créée, composée uniquement de membres du parti majoritaire, dont la mission consiste à contrôler et à définir des sanctions à l'encontre des médias, y compris la presse écrite (jusqu'à présent, la compétence pour juger un délit médiatique - qu'il s'agisse de la diffamation ou autre - relevait des compétences d'un tribunal indépendant).

Lorsque de nombreux députés européens se sont élevés contre cette grave violation du principe de la liberté de presse, le chef du gouvernement, Viktor Orban, s'en est pris aux intellectuels critiques (les fameux *"libéraux"*), les accusant d'avoir poignardé dans le dos le gouvernement légal de leur pays, d'être des antipatriotes, les tenant pour responsables du fait que l'Union européenne n'ait pas su apprécier à sa juste valeur la particularité de ce *hungaricum*, tel que nous appelons les spécialités hongroises. En cela, je ne nie pas, et, tout comme d'innombrables collègues, je plaide coupable. Mais la presse européenne n'a pas non plus eu besoin de nous pour tirer la sonnette d'alarme. En effet, la restriction de la liberté d'expression peut se propager comme une maladie contagieuse. Il faut la stopper dès les premiers symptômes.

Cependant, le gouvernement a recours à toutes sortes de réformes pour titiller les nerfs des intellectuels, sensibles au respect des droits. Par exemple en éliminant méthodiquement les contre-pouvoirs institutionnels, en concentrant les pouvoirs, en nationalisant des cotisations versées aux caisses de retraite privées, en limitant l'indépendance de la banque centrale, en introduisant et en mettant en vigueur des lois à effet rétroactif, et d'autres mesures encore. Les économistes et politologues "libéraux" se retrouvent ici les alliés des philosophes.

Tels sont les motifs qui peuvent sous-tendre cette offensive anti-philosophique. Mais pour la mener, il a fallu convaincre le lectorat hongrois de "vérités" bien peu crédibles. Il a fallu jouer sur certaines cordes, auxquelles un grand nombre sont sensibles. Attiser l'envie, le ressentiment, l'antisémitisme. On fait croire aux personnes peu cultivées que les "philosophes", sont par définition des individus inutiles, gaspillent pour leurs projets futiles des sommes qui auraient pu leur revenir. Là-dessus, on publie trois photographies, représentant par le plus grand des hasards trois personnalités juives.

Il y a tout de même un motif de satisfaction dans cette sombre affaire. La solidarité qui nous a été manifestée par les philosophes du monde entier et par les intellectuels, libres-penseurs en général, nous réconforte. L'écho a été plus large que ce que l'on aurait pu imaginer. Des pétitions et lettres de protestation ont afflué des quatre coins du monde, de tous les pays d'Europe. Partout, la presse s'est mobilisée.

Il semble enfin que la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de penser soient des concepts qui ne connaissent pas les frontières. Et que la philosophie, finalement, ne soit pas non plus devenue un vieux lion édenté.

Traduit du hongrois par Alice Emsalem

Née en 1929 dans une famille juive de Budapest, elle devient, après des études scientifiques, la disciple du philosophe marxiste critique György Lukacs. Elle quitte la Hongrie en 1977 pour l'Australie puis les Etats-Unis. Elle sera présente, lundi 14 mars à 20 h 30, au Théâtre de l'Odéon à Paris pour une rencontre de soutien aux philosophes hongrois.

Agnès Heller, philosophe et sociologue

//////////////////////

EDUCATION

Richard Descoings : "On peut être heureux d'étudier"

Le Monde | 07.03.11 |

Vous décrivez dans votre livre, "Un lycée pavé de bonnes intentions", un système d'orientation qui empêche les enfants des classes défavorisées d'accéder à l'enseignement supérieur. En dehors de la réforme du lycée qui entre en œuvre et à laquelle vous avez pris part, que faudrait-il faire pour que cela change enfin?

Tout le monde a pris conscience que l'orientation était une question centrale et pas seulement réservée aux conseillers d'orientation. L'un des éléments clé de la réforme des lycées tient dans les deux heures par semaine consacrées à un accompagnement personnalisé de l'élève. Si les équipes enseignantes les utilisent, alors oui il sera possible d'aider les jeunes. Et pas seulement en répondant à leurs questions car, avant d'en arriver là, la première des choses est déjà de comprendre ce qui les intéresse! Sans oublier que tout se passe déjà largement au collège. Il faudrait que les collégiens aillent dans les lycées assister au moins une fois à un cours et que les profs de lycée viennent à leur rencontre pour leur expliquer la rupture collège/lycée. Sinon, tout reste abstrait et toute une ségrégation, une sélection par l'orientation se met tranquillement en place.

Les profs doivent-ils aussi changer leurs méthodes?

Le corps enseignant est composé d'anciens bons élèves qui ont réussi des concours très difficiles comme le CAPES mais qui ont souvent beaucoup de mal à comprendre que des jeunes, notamment au collège, puissent ne pas aimer les matières qu'ils enseignent. Sans formation spécifique: la plupart ne savent pas aider un élève en difficulté et les parents ont alors recours à des soutiens en dehors du service public. Si les professeurs tiennent vraiment à l'avenir du service public, il faut y intégrer le soutien à tous les élèves. On ne peut à la fois s'intéresser à l'avenir du service public et se désintéresser de ceux qui ont du mal à suivre.

Mais quels moyens faut-il pour organiser cette aide aux élèves en difficulté?

Aujourd'hui, on aide le plus les jeunes qui réussissent le mieux, le moins ceux qui ont le plus de difficultés. Tout le monde sait que, dès le collège, les langues rares et les options permettent aux meilleurs élèves d'être dans les groupes les plus réduits composés exclusivement d'élèves motivés et de professeurs ravis. Les élèves qui ont le moins d'appétence pour l'école vont eux choisir l'espagnol ou l'anglais et se retrouver à 35 par classe. C'est pour cela que je dis que si on pondère les moyens en regardant le nombre d'élèves par professeur, on constate qu'on aide le plus ceux qui sont les meilleurs. Prenez latin ou allemand, danse classique, c'est un vrai bonheur d'être dans ces classes. Profs, élèves, parents, tout le monde est content d'y être alors que cela prend beaucoup de moyens qui pourraient être utilisés ailleurs. Et quand je suis allé à la rencontre des lycéens en 2009, j'en ai rencontré beaucoup qui me disaient *"touche pas à mes options"*!

C'est d'ailleurs assez frappant, quand on regarde les mouvements lycéens, de voir à quel point ils ne veulent pas que le système change...

Ceux qui s'expriment viennent des bacs généraux parce qu'ils sont politiquement plus engagés et ont le savoir faire suffisant pour, à 15 ou 16 ans, s'imposer comme des leaders. Mais ils ne descendront jamais dans la rue pour défendre les lycées professionnels, ces 40% des jeunes qui connaissent le plus de chômage et échouent à l'université. Ces 40% que les lycéens généraux privent de l'accès aux BTS et au DUT en prenant des places qui devraient normalement leur être

affectées. Mais aucun patron d'IUT ou de BTS ne se battra pour rouvrir ses portes à ceux pour lesquels ces filières ont été pensées. Quand les lycéens professionnels s'expriment, ils cassent pour exprimer leur rage, leur désarroi. Si vous dites à un collégien *"tu es mauvais, donc tu vas en lycée professionnel"*, comment voulez-vous qu'il ait ensuite une image positive de lui-même?

A vos conventions ZEP, qui favorisent l'entrée de jeunes issus de quartiers défavorisés par une voie spécifique, les autres filières sélectives préfèrent des modèles comme les Cordées de la Réussite qui privilégient l'aide aux jeunes en difficulté mais avec le passage des mêmes concours. Pourquoi votre modèle n'a-t-il pas plus fait école?

On croit toujours que, parce que le mur de Berlin est tombé, la lutte des classes a disparu. En fait, la lutte des groupes sociaux reste incroyablement violente et les grandes écoles, comme d'ailleurs les filières sélectives à l'université, ne veulent pas de la diversité. On le voit bien quand la Conférence des Grandes écoles se bat pour empêcher la ministre de l'Enseignement supérieur d'afficher un objectif de 30% de boursiers dans toutes les grandes écoles et parvient à y substituer un objectif de 30% sur l'ensemble des écoles afin que les dix premières y échappent. On le voit bien quand Jacques Attali propose pour la énième fois d'augmenter le nombre de polytechniciens et qu'on le refuse sous prétexte que cela risquerait de faire baisser le niveau. Lorsque vous sortez de l'une de ces écoles, vous entrez dans un club dans lequel vous ne voulez surtout pas admettre trop de membres. La "fermeture sociale" permet le maintien des positions sociales. Quand Henri Proglio devient président d'EDF, on s'extasie parce que c'est un HEC et non pas un ingénieur des mines ou des ponts qui occupe le poste. Un homme comme lui a quand même prouvé bien des choses dans la vie après son passage à HEC!

L'attribution de bourses d'études plus nombreuses peut-elle faire changer le système?

Qu'est ce qui est important! Augmenter la proportion du nombre de boursiers ou d'augmenter le montant des bourses? Depuis 30 ans, on préfère avoir de plus en plus de boursiers et cela arrange tout le monde. Le gouvernement parce que cela coûte moins cher, les organisations syndicales parce que les boursiers restent finalement mécontents. Allez étudier avec 350 euros pas mois !

Dans votre livre, vous remarquez que dans "beaucoup de lycées on fait comprendre aux lycéens qu'aller à la fac c'est déchoir".

Je pensais que l'image qu'on donnait de l'université dans les lycées avait changé et je me trompais. Or seuls le droit et la médecine sortent du lot alors que les BTS et les prépas restent les deux orientations les plus conseillées. Ce qui est finalement logique car les lycées qui en possèdent ont tout intérêt à les remplir.

Que pensez-vous des classes prépas? Ne sont-elles le coeur d'un système qui ne parvient pas à évoluer?

Le système de prépas est un système intellectuellement de grande valeur. Parents et jeunes voient bien qu'on y est mieux encadré, mieux stimulé, qu'en première année de licence. De plus, la sélection y est finalement moins importante qu'à la fac une fois qu'on y est entré. Enfin, on est certain à 90 ou 100% - hors les prépas littéraires – d'intégrer une grande école à leur sortie. Mais ce système rend compliqué l'évolution vers une orientation moins prédéterminante. Il n'y a qu'en France qu'on a cette certitude que si vous n'êtes pas bon en maths à 14 ans vous ne pouvez pas être ingénieur. D'où parfois l'idée d'intégrer les prépas dans les universités ou dans des collèges universitaires où elles seraient en compagnie des autres premiers cycles.

A Sciences Po, vous avez justement décidé de sortir complètement du système des prépas.

Nous recrutons exclusivement après le bac ou une licence. Si les prépas développent un haut niveau de compétence intellectuelle, elles présentent aussi des défauts. Le premier étant de faire

porter la réussite de toute une vie sur la réussite entre 17 et 20 ans. Je pense qu'à cet âge le mieux à faire n'est pas forcément de travailler 18 heures par jour et sept jours sur sept. Le tout avec le stress de savoir si on passera en deuxième année et ensuite si on aura Polytechnique, les Mines ou HEC. Est-ce un idéal éducatif? C'est sûrement un idéal professionnel mais éducatif? Abandonner toute pratique artistique, le sport, n'avoir aucune dimension internationale c'est bien dommage. Il y a des professeurs qui disent que, pour réussir, il ne faut plus ouvrir son ordinateur ni sa télé. Cela donne chez nous des bacheliers admirablement formés qui ne sont absolument pas au courant de l'actualité. A l'écrit ils ont eu une très bonne note sur un sujet comme "L'Orient depuis 1789" mais, à l'oral, ils ne savent pas qu'il y a eu une marée noire dans le Golfe du Mexique.

La réforme du concours de Sciences Po Paris que vous venez d'opérer va-t-elle vous permettre de recruter des profils plus équilibrés, notamment en L?

On ne peut pas se prononcer, comme moi, sur le ressourcement de la filière L et ne rien faire. D'où l'idée d'offrir aux candidats venant des trois séries du bac général la possibilité de choisir l'épreuve qui leur permettra de mieux mettre en relief leurs qualités. Pour les L, nous avons donc créé l'épreuve de commentaire de littérature qui leur correspond parfaitement. Cette année nous devons avoir de l'ordre de 14% de nos candidats qui viennent de L pour 11% au niveau national. C'est un signal. Mais faudra du temps pour que la filière L remonte la pente. Tant qu'on dira dans les conseils de classe *"tu n'es pas bon, tu as le choix entre STG et L"* et que les parents choisiront L pour sauver la face cela ne changera pas. Aujourd'hui c'est très difficile, sauf dans les très grands lycées, de voir des classes de L qui soient considérées comme de bonnes classes.

L'attraction de Sciences Po auprès des jeunes est aujourd'hui phénoménale. Comment définiriez-vous ce "modèle" Sciences-Po et comment s'oppose-t-il aux prépas?

Nous essayons dans notre collège universitaire de conjuguer les avantages des classes prépas et ceux des collèges britanniques ou américains. Tout le monde dit que parmi les plus grandes qualités qu'on attendra des jeunes dans les années à venir il y a l'esprit de créativité et d'innovation. Pour les aiguiser, nous encourageons la pratique artistique avec des ateliers de photo, théâtre, écriture, etc. On dit que les jeunes générations devront être multiculturelles et plurilingue. Nous recevons, sur nos sept campus, 40% d'étudiants étrangers et la troisième année se déroule obligatoirement hors de France. Je vois nos étudiants revenir de Calcutta ou de Tokyo des étoiles plein les yeux. Combien y a-t-il d'étudiants étrangers en prépas et à quel moment leurs élèves partent à l'étranger? C'est une absolue différence. Enfin, si nos élèves ne passent pas automatiquement d'une année sur l'autre, nous ne faisons pas du stress et de l'angoisse la pierre angulaire de notre enseignement. Je crois qu'on peut être heureux d'étudier. Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'élèves de prépas heureux mais dans quelle proportion?

Quel niveau faut-il pour intégrer Sciences Po après le bac?

Le niveau d'exigence monte avec le nombre de candidats et, au final, 80 à 85% des candidats admis en ont eu une mention très bien au bac. Pour ne pas passer l'examen, comme c'est possible si on a une mention très bien au bac, il faut grosso modo avoir plus de 18 de moyenne et nous ne prenons que 15% des élèves qui postulent par cette voie. En fait, nous pourrions supprimer l'examen d'entrée car nous constatons qu'il n'y a aucune distorsion entre le niveau au bac et la réussite. Nous maintenons finalement l'examen que pour ces 15% de reçus qui n'ont pas eu de mention très bien. Ensuite, 40% de nos futurs diplômés arrivent en master et permettent de créer de la diversité dans notre corps étudiant.

Au niveau master quelles sont vos différences avec une école de commerce quand vous délivrez, par exemple, un master en marketing et études qu'on va retrouver sous une forme proche à HEC ou à l'Edhec?

Nous avons beaucoup de points communs avec HEC. Nous avons d'ailleurs un accord de double diplôme. Qu'est ce qui va être différent? Chez nous, même en master, la part des enseignements fondamentaux, c'est-à-dire ancrés dans l'étude des sciences sociales et des humanités, reste

importante et représente de l'ordre de 20% du total. En 2000 on disait que notre master finance et stratégie décrochait par rapport aux formations de Dauphine ou HEC. On nous reprochait de donner trop de poids à la stratégie et pas assez de mathématiques financières. En 2008, quand la crise est venue, nous n'avons pas eu besoin de le fermer. Dans nos gênes, il y a l'idée que le meilleur terreau d'une vraie professionnalisation est une formation intellectuelle fondamentale. On ne peut pas dire aux jeunes qu'ils vont changer trois ou quatre fois de métier dans leur vie, que les techniques qu'ils utilisent aujourd'hui ne sont pas celles qu'ils utiliseront dans 10 ou 20 ans, et leur donner une formation uniquement technique.

Propos recueillis par Olivier Rollot et Grégory Danel

///////

INTERNATIONAL

Nos guerres prochaines

LEMONDE.FR | 16.03.11 |

Même si les révolutions arabes font naître aujourd'hui le formidable espoir d'un monde plus juste et plus libre, il serait naïf de croire que le monde qui vient sera exempt de rapports de puissance et d'épreuves de force. N'en déplaise à quiconque, la guerre ne désertera probablement pas le XXI^{e} siècle car l'affrontement sous toutes ses formes et la volonté de domination sont consubstantiels des rapports entre les hommes.

Depuis la fin de la guerre froide, nous vivons dans l'ère de la *pax occidentalis*. Or, celle-ci devrait s'achever dans une dizaine d'années, lorsque la puissance militaire de certains pays émergents égalera celle des Etats-Unis et de leurs alliés.

La guerre pourrait alors refaire son apparition avec un degré de violence que nous n'avons pas connu depuis plus de soixante ans. La prolifération nucléaire et les immanquables poussées de fièvre nationaliste qui accompagnent tout pays s'affirmant comme puissance majeure, risquent de sonner le glas des guerres limitées.

Les armées françaises doivent donc se préparer à de nouveaux engagements opérationnels qui seront probablement au moins aussi exigeants et difficiles que ceux qu'elles conduisent aujourd'hui en Afghanistan. Pour nos soldats, il s'agira de mettre hors de combat les forces adverses. L'Histoire, en effet, est avare de paix durables qui n'aient été obtenues sans la destruction préalable d'une partie ou de la totalité des moyens de combat ennemis.

La stratégie militaire se nourrit autant des enseignements tirés des conflits récents que des évolutions futures dans l'emploi de la force.

Au titre des premiers, on retiendra que la puissance d'une armée dépend toujours de quatre facteurs : la qualité de ses soldats et des matériels qu'ils servent, leur volume et leur niveau d'entraînement. L'impasse dans l'un de ces paramètres entraîne un déficit opérationnel irrémédiable.

Si le niveau technologique des équipements ne constitue pas en soi une panacée, il reste néanmoins un démultiplicateur des effets opérationnels produits sur le terrain. La technologie est ce qui permet, aujourd'hui comme hier, de détecter et de localiser plus rapidement l'ennemi, de tirer plus vite, plus loin et plus précisément que lui, et de lui imposer un rythme de manœuvre qu'il n'est pas capable de suivre.

L'histoire militaire ainsi que les engagements actuels montrent qu'il n'existe pas de guerre courte. Il en sera de même pour les guerres de demain. Nos armées devront être endurantes et avoir un volume suffisant de soldats et d'équipements pour inscrire leur action dans la durée. Les

dividendes politiques de nos engagements militaires se payeront autant au prix du sang qu'au prix du temps.

La guerre en Afghanistan et son cortège de morts et de blessés au combat ont rappelé toute la vacuité du concept de "guerre zéro mort". La dureté croissante de nos opérations exige que nos soldats possèdent en permanence un haut niveau de compétences techniques et tactiques. Face à des adversaires déterminés et de mieux en mieux équipés, il est indispensable de disposer de soldats aguerris et très entraînés. L'entraînement ne peut pas être une variable d'ajustement des budgets militaires.

GUERRE TOTALE

Au titre des évolutions futures dans l'emploi de la force, trois impératifs devront être pris en compte. Il s'agira, en premier lieu, de contourner la stratégie asymétrique que nos adversaires étatiques et non étatiques ont décidé d'appliquer depuis la fin de la première guerre du Golfe. Les actions de coercition devront s'inscrire dans une stratégie globale visant à saper tous les fondements de la puissance adverse. La guerre sortira du seul champ des opérations militaires pour redevenir totale.

Dans cette stratégie globale, gagner la bataille des perceptions revêtira une importance particulière car la puissance des images ne cessera de se renforcer. Il ne s'agira pas de manipuler l'information mais de conquérir les opinions publiques en sachant mettre en valeur nos succès et les progrès accomplis au détriment de ceux de nos adversaires. Le but sera d'inscrire la légitimité de nos opérations militaires dans le temps long des prochains conflits.

L'objectif initial de nos armées sera de désorganiser l'appareil militaire adverse pour faciliter et accélérer sa destruction. Il faudra donc s'attaquer en priorité à ses moyens de commandement, de contrôle, d'acquisition du renseignement et de ciblage. Dans ce cadre, le cyberespace et l'espace extra-atmosphérique deviendront des espaces de manœuvre à part entière dont le contrôle sera déterminant.

Le XXI^{e} siècle sera peut-être à nouveau un siècle de feu et de sang. Nos succès politiques et diplomatiques dépendront très directement de la qualité de nos armées. Pour conserver à la France et à l'Europe leur rang et leur influence dans le monde, nous devrons avoir le courage de regarder la guerre en face. Nous devrons être prêts à la faire, sans haine ni passion, mais avec la même détermination que ceux qui, avant nous, ont accepté de donner leur vie pour notre liberté et notre prospérité.

Colonel Nicolas Le Nen, membre de l'état-major des armées

//////

SOCIETE

Devant la catastrophe au Japon, "un stress collectif mondial"

LEMONDE.FR | 16.03.11 |

Après le séisme et le tsunami, le Japon et le monde vivent dans l'angoisse d'une catastrophe nucléaire de grande ampleur. Le Dr Christian Navarre, psychiatre au centre hospitalier du Rouvray, à Sotteville-lès-Rouen, et auteur de *Psy des catastrophes, dix années auprès des victimes* (Editions Imago), revient sur l'émotion suscitée par ces événements exceptionnels.

Quel regard portez-vous sur la réaction du peuple japonais après la catastrophe ?

Christian Navarre : Les chocs du séisme et du tsunami ont été relativement bien absorbés. Ils y étaient préparés depuis longtemps, et se sont appuyés sur des réflexes d'auto-protection et

une solidarité très forte. Il y a des deuils traumatiques bien évidemment, mais il s'agissait de choses connues.

Mais il existe une particularité au Japon sur l'éducation sanitaire des enfants, qui effectuent par exemple des exercices très nombreux, notamment dans des simulateurs de tremblements de terre. Ils apprennent tout au long de leur vie à gérer ce stress. Cela génère notamment un effet très fort de cohésion sociale en cas de catastrophe. Il y a aussi une particularité de la culture japonaise qui entre en jeu, avec une certaine acceptation des événements.

On a le sentiment que la menace nucléaire génère davantage d'angoisse aujourd'hui. Comment l'expliquer ?

La menace de catastrophe nucléaire est plus difficile à gérer. Parce qu'elle évoque bien sûr la réminiscence d'épisodes douloureux de l'histoire du pays, mais aussi parce qu'elle représente le spectre d'un ennemi invisible, qui n'est pas maîtrisable, contrôlable par l'homme. Pour l'instant, il n'y a pas de panique collective, mais il y a une montée du stress, avec une sorte de vertige. La spiritualité et l'entraînement ne suffisent peut-être plus car il y a une perte de repères, une angoisse de mort qui n'a pas de réponse immédiate. Ceci étant dit, aujourd'hui, ce peuple "tient" toujours collectivement, alors qu'une catastrophe se profile. C'est assez impressionnant.

L'angoisse semble presque plus forte à l'étranger...

En Occident, on a souvent un déni par rapport au risque. Quand un accident se produit, ce déni est bousculé. En plus, ce qui se passe aujourd'hui renvoie à une espèce de "destinée" liant le Japon et le nucléaire : ça réveille l'inconscient collectif de la planète.

Il y a aussi le facteur "immédiateté" : le fait d'être informé en temps réel qui fait aussi fortement monter l'affect. L'attente anxieuse est ce qu'il y a de pire au niveau émotionnel, c'est le plus dommageable. Ce qui se passe aujourd'hui nous impacte beaucoup plus que, par exemple ce qui s'était passé à Kobe à l'époque. Ce suivi en temps réel provoque une contagion de la peur en tache d'huile qui agit au niveau de la planète.

Cette crainte de la menace nucléaire résonne-t-elle d'une façon particulière en France ?

En France, il y a une non-culture du risque, un discours du risque zéro où on nous dit *"on a pris toutes les précautions"*. Le problème du nucléaire est connu depuis longtemps mais on est pris dans un paradoxe car on ne veut pas toucher à notre mode de fonctionnement. Aujourd'hui, ce fantasme d'un monde sans risque est confronté au principe de réalité. Il y a une hyper-émotion qui se met en place : on partage l'inquiétude autour du Japon, mais en plus on remet en cause notre propre système, alors même qu'il n'y a pas eu d'accident ici. C'est aussi une façon de gérer le stress.

Dans quelle mesure cette émotion peut-elle avoir un impact à long terme, générer un changement d'orientation au niveau collectif, notamment dans les pays fortement nucléarisés ?

Cela dépendra de l'évolution des événements. Pour l'instant, relativement peu de gens sont touchés par l'accident nucléaire. On ne peut pas exclure que si les autorités japonaise réussissent à réguler la situation, le "phénomène Tchernobyl" ne se reproduira pas : à l'époque, l'ampleur de la catastrophe avait fait changer les choses en termes de sécurité et de communication.

Au niveau mondial, il y a un stress collectif sur quelque chose qui, quelque part, ne s'est pas encore produit. Les effets à long terme, ce qui se passera dans les prochains mois, les prochaines années, définiront ce que nous déciderons au niveau collectif, politique. Ce n'est jamais en temps de crise que ces changements s'opèrent. Il y aura des progrès sur la sécurité, c'est certain, mais de là à tout changer... Cela dépendra certainement des dégâts finaux.

Propos recueillis par Marion Solletty

/////

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Assange : "Internet est la plus grande des machines à espionner"

LEMONDE.FR | 16.03.11 |

Julian Assange, le cofondateur de WikiLeaks, a estimé mardi qu'Internet était *"la plus grande des machines à espionner que le monde ait jamais connues"* et qu'il ne s'agissait pas *"d'une technologie qui favorise la liberté d'expression"*. Lors d'une conférence à Cambridge, M. Assange a expliqué qu'Internet *"est une technologie qui peut être utilisée pour mettre en place un régime totalitaire, d'un type encore jamais vu. D'un autre côté, pris en main par nous, les activistes, et tout ceux qui veulent voir le monde de la technologie prendre une autre direction, [Internet] peut apporter des choses que nous souhaitons tous".*

Des centaines d'étudiants avaient fait la queue plusieurs heures pour assister à la conférence. Les apparitions publiques de M. Assange sont devenues extrêmement rares depuis décembre dernier et le début de ses ennuis judiciaires. Il a fait appel de la décision d'un tribunal de Londres autorisant son extradition en Suède, où il est accusé de viol et agression sexuelle.

RÉVOLTES ARABES

Julian Assange a également estimé que le rôle joué par les réseaux sociaux lors des soulèvements en Egypte et en Tunisie avait été largement surévalué. Pour le cofondateur de WikiLeaks, Twitter et Facebook "*ont bien joué un rôle, mais qui n'était pas comparable à celui joué par Al-Jazira*". Rappelant qu'un guide pratique publié par des activistes égyptiens débutait par les mots *"n'utilisez pas Facebook et Twitter"*, Julian Assange est revenu sur un précédent mouvement de protestation en Egypte, où Facebook avait été utilisé par le pouvoir pour traquer les participants aux manifestations.

En revanche, Julian Assange a estimé que la publication des câbles diplomatiques américains, révélés par WikiLeaks, avait joué un rôle de premier plan, notamment dans le soulèvement en Tunisie. *"Les câbles tunisiens montraient clairement qu'en dernier recours, si un conflit opposait l'armée aux partisans de Ben Ali, les Etats-Unis soutiendraient l'armée",* a détaillé M. Assange.

Le Monde.fr

//////

SCIENCES / RADIO PROTECTION

lexique du nucléaire

LEMONDE.FR | 16.03.11 |

Becquerel : Unité de mesure internationale de la radioactivité. Le Becquerel (Bq) mesure l'activité d'une source radioactive, c'est-à-dire le nombre de transformations ou désintégrations d'atomes qui s'y produisent en une seconde. Par exemple, un corps dont l'activité est de 12 000 becquerels signifie que 12 000 atomes s'y désintègrent à chaque seconde.

Bore : Présent dans l'eau du circuit primaire sous forme d'acide borique dissous, il permet, par sa capacité à absorber les neutrons, de modérer la réaction en chaîne.

Césium : Métal rare et toxique. L'un de ses isotopes, le césium 137, est un produit de fission radioactif que l'on trouve dans les différents circuits de la zone nucléaire.

Contamination : Dépôt en surface de poussières ou de liquides radioactifs. La contamination pour l'homme peut être externe (sur la peau) ou interne (par ingestion ou respiration).

Enceinte de confinement : Egalement appelée bâtiment du réacteur, l'enceinte de confinement est un bâtiment en béton à l'intérieur duquel se trouvent la cuve, le cœur du réacteur ainsi que les générateurs de vapeur. Elle constitue la troisième des barrières qui permettent d'isoler les produits radioactifs contenus dans le cœur du réacteur de l'environnement, après la gaine du combustible et le circuit primaire. Elle doit donc être étanche pour retenir les produits radioactifs qui seraient libérés lors d'une rupture du circuit primaire, après un accident.

Fission nucléaire : Eclatement d'un noyau lourd, par exemple d'uranium ou de plutonium, en deux parties sous l'effet d'un bombardement de neutrons. Cette fission s'accompagne d'un important dégagement d'énergie et l'émission d'autres rayonnements, y compris de neutrons qui peuvent entretenir la réaction. Cette réaction est à la base de la production d'énergie nucléaire.

Fusion nucléaire : Formation d'un noyau lourd à partir de deux noyaux légers, par exemple du deuterium et du tritium, qui sont des isotopes de l'hydrogène. L'intérêt de la fusion est qu'elle pourrait potentiellement produire beaucoup plus d'énergie, à masse de combustible égale, que la fission.

Mais en dépit des recherches menées dans le monde entier depuis 50 ans, en dehors du domaine militaire avec la bombe H, aucune application effective de la fusion à la production d'énergie n'a encore vu le jour. C'est le but du projet de recherche international ITER.

Fusion du réacteur nucléaire : Lorsqu'un réacteur nucléaire cesse d'être correctement refroidi, les crayons de combustible nucléaire (qui contiennent l'uranium ou le plutonium ainsi que des produits de fission hautement radioactifs) commencent à surchauffer puis à fondre à l'intérieur du réacteur. Ils passent de l'état solide à l'état liquide.

La fusion du cœur est considérée comme un accident nucléaire grave en raison de la probabilité que des matières radioactives puissent franchir l'enceinte de confinement. A ne pas confondre avec la fusion nucléaire.

Gray : Unité de mesure (Gy) de la quantité de rayonnements absorbés par un organisme ou un objet. Pour exemple, une radiographie dentaire correspond à une dose absorbée de 0,2 mGy, un cliché thoracique, 1 mGy, une séance de radiothérapie, 2 Gy.

INES : Echelle internationale des événements nucléaires et radiologiques. Cette échelle logarithmique compte huit niveaux, notés de 0 à 7, afin de mesurer la gravité d'un accident nucléaire. Conçue par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), elle a été adoptée par une cinquantaine de pays en 1991.

Iode : Elément dont des isotopes radioactifs, comme l'iode 131, sont massivement présents dans les produits de fission de l'industrie nucléaire. Lors d'un accident, l'émission d'iode 131 est un facteur de cancer ou de troubles graves de la thyroïde. La thyroïde fixe en effet une grande partie de l'iode absorbé via l'alimentation, l'eau ou l'inhalation.

La distribution d'iode stable permet de saturer la thyroïde pour éviter que ses isotopes radioactifs ne s'y fixent.

Mox : Combustible nucléaire qui mélange de l'oxyde d'uranium appauvri et de l'oxyde de plutonium issus du retraitement. Il est utilisé dans les réacteurs de la génération actuelle (à eau légère, bouillante ou pressurisée).

Piscine : La piscine de stockage du combustible a deux fonctions : elle reçoit l'ensemble des assemblages du cœur du réacteur pendant les arrêts pour rechargement et elle sert au stockage des assemblages usés dans l'attente — souvent de plusieurs années — de leur envoi vers une usine de retraitement. Le refroidissement de la piscine est nécessaire pour évacuer la puissance émise par le combustible.

Radioactivité : Emission de rayonnements alpha, bêta et gamma accompagnant la désintégration d'un élément instable ou la fission. La radioactivité existe à l'état naturel et artificiel. Dans ce dernier cas, les noyaux émetteurs sont produits en laboratoire ou dans les réacteurs nucléaires. La radioactivité se mesure en Becquerels.

Réacteur nucléaire : Installation permettant d'amorcer et d'entretenir une réaction de fission en chaîne. Dans une centrale nucléaire, c'est lui qui fournit la chaleur permettant la production de vapeur. Différents types de réacteurs fonctionnent dans le monde : réacteur à eau sous pression (REP), comme en France, réacteurs à eau bouillante, comme au Japon, ou encore des réacteurs à neutrons rapides.

Réaction nucléaire : Transformation d'un ou plusieurs noyaux atomiques. Les deux principales sont la fusion et la fission.

Sievert : Unité de mesure (Sv) des effets de la radioactivité sur les organismes vivants exposés. On l'obtient en multipliant la dose de radioactivité absorbée par unité de masse par un facteur de correction sans unité qui prend en compte la dangerosité du rayonnement. La dose normale reçue par l'organisme est d'un millisievert par an. On considère qu'à partir de 100 millisieverts (mSv) on risque de développer des cancers.

/////

Accident nucléaire : de l'iode pour prévenir le cancer de la thyroïde

Le Monde | 14.03.11 | 12h20 •

En cas d'accident nucléaire majeur, les risques d'être atteint par les rayonnements qu'émettent les particules radioactives sont de deux ordres. Premièrement, un risque d'irradiation à proximité de la source de rayonnement, qui concerne en premier lieu le personnel des installations nucléaires ou les sauveteurs. Deuxièmement, un risque de contamination des populations voisines ou plus lointaines, si les vents s'en mêlent, par des poussières ou des gaz radioactifs.

Cette contamination est externe lorsque des poussières sont déposées sur la peau. Elle est interne lorsque les éléments radioactifs pénètrent dans le corps par la respiration, l'absorption d'aliments ou de boissons contaminés, ou par une plaie.

Les conséquences dépendent de la dose absorbée, laquelle est elle-même fonction de l'intensité de la source radioactive, de sa proximité, de la nature des rayonnements émis et du temps d'exposition.

Lorsqu'un très grave accident survient, plusieurs éléments radioactifs très nocifs (césium, strontium, gaz rares tels le krypton et le xénon) sont susceptibles d'être rejetés dans l'atmosphère. Tous ces produits augmentant la possibilité de mutations dans les cellules qu'ils irradient, le risque principal en cas de contamination est de développer un cancer. A cet égard, le danger le plus grand est sans conteste celui d'une contamination par de l'iode radioactif.

DISTRIBUTION DE PASTILLES

Emis sous forme gazeuse, l'iode inhalé a la propriété de se fixer très rapidement sur la thyroïde, provoquant son irradiation. Lorsque la population menacée n'a pas pu être évacuée, hormis le confinement, le moyen de prévention le plus efficace est la distribution de pastille d'iode en priorité aux bébés, aux jeunes et aux femmes enceintes.

Les autorités japonaises ont commencé cette distribution. En effet, pour éviter ou limiter la fixation de l'iode radioactif, il convient d'absorber, dans l'heure qui précède ou l'heure qui suit l'inhalation, de l'iode stable (non radioactif). Celui-ci sature la thyroïde, et empêche une fixation ultérieure de l'élément radioactif.

Faute de cette mesure préventive, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (Ukraine), survenue le 26avril 1986, a entraîné, à partir de 1990, une progression importante des cancers de la thyroïde chez les enfants qui avaient été soumis aux émanations radioactives de la centrale. Prédite dès l'accident par nombre d'experts mais longtemps niée par les autorités soviétiques, cette épidémie de cancers a été officiellement confirmée par l'Organisation mondiale de la santé en 1995.

Catherine Vincent

/////

SOCIETE

Comment parler des catastrophes aux enfants ?

Le Monde pour Le Monde.fr | 18.03.11 | 16h11 • Mis à jour le 18.03.11 | 16h36

Karine : Mes enfants sont âgés de 6 et 9 ans. J'évite au maximum de les laisser regarder les informations et les images très difficiles. Je leur parle juste d'une catastrophe importante au bout du monde en leur demandant d'avoir une pensée pour tous ces gens. En clair, j'essaie de leur faire prendre conscience du monde, de ses difficultés, sans les accabler. Qu'en pensez-vous ?

Claude Halmos : Je pense que vous avez raison de préserver vos enfants des images de violence, mais il faut se rendre compte que tout le monde parle de ce qui se passe au Japon. Les enfants sont donc susceptibles d'entendre des conversations d'adultes, de copains qui ont vu la télévision. Donc on est obligé de parler.

Tout le problème, c'est de les informer en leur disant les risques sans les faire tomber dans la panique. Il faut les informer de ce qui se passe exactement, ce qui est un bon moyen d'ailleurs de développer leurs connaissances ; on peut leur montrer le Japon sur une carte, on peut leur expliquer comment est construite la Terre, comment des plaques peuvent bouger, en précisant que cela n'arrive pas tout le temps et n'importe où.

On peut leur expliquer ce qu'est un tsunami, on peut aller avec eux à la bibliothèque, chercher des informations. Ce qui est important, c'est de rester dans le monde réel de l'enfant. Il peut

éprouver de la peur, qui est réelle, c'est très différent de l'impression que peuvent avoir certains enfants d'être projetés dans un film d'horreur, où il y a des dangers contre lesquels on peut se battre, mais aussi une horreur sans limite qui peut surgir n'importe quand, de n'importe où.

Donc on raconte bien la réalité, le monde réel, et les connaissances que les hommes ont pour limiter les dégâts de la nature, et, comme vous dites, c'est aussi un moyen de favoriser chez l'enfant la compassion pour l'autre, qui est une dimension civilisatrice très importante.

Fabienne : Ma fille de 11 ans a fait une crise d'angoisse (impression d'étouffement, tremblements...) en début de semaine. Elle me dit qu'elle a peur que notre immeuble s'effondre, qu'elle a peur de ne pas pouvoir vivre sa vie, etc. Que lui dire ?

Justement. D'abord, il faut l'entourer. Quand on parle à un enfant de choses pénibles, il y a les mots, mais aussi la présence physique. On peut être assis à côté de lui, tenir sa main, etc. La présence de l'adulte est rassurante, car c'est comme un "contenant". Cela contient la peur, l'angoisse, les émotions.

Mais ce qui est important dans le cas de votre fille, c'est qu'elle est dans une idée de film d'horreur où tout pourrait arriver, encore une fois, n'importe quand. Là, il faut bien lui expliquer que cela se passe au Japon, pas en France, que son immeuble ne peut pas se mettre à trembler d'un coup. Il n'y a que la véritable explication des faits qui peut permettre à l'enfant de comprendre cela et de limiter son angoisse.

Et ce qui est important aussi, et normalement les explications devraient partir de là, avant d'expliquer, il faut demander à l'enfant ce qu'il sait, ce qu'il a entendu ou vu, ce qu'il a compris, ce qu'il n'a pas compris, ce qu'il a ressenti, éprouvé, et à quoi cela l'a fait penser.

Par exemple, pourquoi votre fille pense-t-elle que son immeuble peut trembler ? Il faut partir de là, car la façon dont elle va exprimer les choses va permettre à sa mère de comprendre un peu quelles angoisses elle avait déjà, comme tout le monde, et donc sur quelles angoisses cet événement est venu se nouer.

Mais il faut aussi voir ce qu'elle a vu, dans quelles circonstances, en présence de qui, si elle a pu parler, etc. L'important, c'est qu'il faut qu'elle passe du film d'horreur où elle est à la réalité. Dans le film d'horreur, on est impuissant, personne ne peut rien : dans une réalité, même dramatique, on peut faire des choses.

Par exemple, pour la centrale nucléaire, on cherche tous les moyens pour que la catastrophe n'aille pas plus loin. Il faut amener l'enfant à comprendre tout ce qu'il peut y avoir de rassurant dans le monde et qui tient aux hommes, au courage des hommes et à la science. Et à la solidarité, évidemment.

Anne : Nous ne regardons quasiment pas la télévision mais écoutons la radio. Notre fille de 7 ans nous pose beaucoup de questions sur les conséquences du nucléaire. Comment peut-on aborder cette question sans être trop alarmiste sur les risques environnementaux, qui pourrait être très anxiogène pour le quotidien de l'enfant... ?

Abdelkader : Mon fils est un peu sensible et je ne sais quel effet cela a sur lui. Comment lui expliquer la complexité des catastrophes et surtout celles engendrées par le fait de l'homme ?

Je crois que c'est une excellente leçon d'instruction civique. Il faut amener l'enfant à réfléchir, lui expliquer ce qu'est le nucléaire, en cherchant des informations. Il faut lui expliquer qu'il y a d'autres formes d'énergie, et surtout, que certaines personnes dans les débats actuels sont pour et d'autres, contre.

Il faut expliquer les arguments que donnent les gens qui sont pour et les autres, en disant bien que les dangers qu'ils redoutent et qu'ils dénoncent sont réels – à preuve, ce qui se passe au Japon – mais que, heureusement, ils ne sont pas fréquents. Ils sont trop nombreux, mais peu fréquents. Et surtout, il y a des moyens à employer pour que cela n'arrive pas. Déjà, nous, adultes, pouvons être pris par la panique, il faut comprendre que l'enfant qui n'a pas tout notre bagage de raisonnement et d'informations accumulé au fil des années a tendance à plaquer sur cette idée de risque nucléaire quelque chose qui est un peu proche de la pensée magique, comme dans les bandes dessinées.

L'idée d'une explosion tout d'un coup, mais qui au fond ne viendrait de nulle part, qui serait inéluctable, et contre laquelle on ne pourrait rien. C'est donc la panique pour l'enfant. Il faut le ramener à la réalité.

Et à partir du moment où on le ramène à la réalité, d'une part, on lui donne un contenu d'informations et d'autre part, on lui donne une possibilité de réfléchir, deux choses qui le sortent de l'univers un peu magique dans lequel l'avait plongé sa panique.

Respectdelhomme : Mes enfants s'interrogent sur le nucléaire. Ils me disent sans arrêt : *"Les présidents du monde entier ont laissé faire ça ?!"* J'ai beau leur expliquer que c'était imprévu et que toutes les précautions sont prises pour éviter cela en France, ils me répondent : *"En France aussi, ça peut arriver..."* Que dois-je leur dire ? Est-il possible de les rassurer sans leur mentir ?

Je crois qu'il ne faut pas mentir, il faut dire : oui, ça peut arriver, mais la probabilité que cela arrive est très faible, parce que c'est vrai. Néanmoins, même très faible, elle est encore trop forte, et c'est pourquoi beaucoup de gens se battent contre le nucléaire.

Mais ce que je trouve très intéressant dans la façon dont s'expriment vos enfants, c'est qu'ils disent : *"Les présidents de la République ont laissé faire."* Je ne connais pas leur âge, mais c'est très angoissant qu'ils le disent comme ça, car c'est comme s'ils assimilaient un pays à une petite entreprise ou une famille, où il y aurait un chef qui serait susceptible de faire n'importe quoi et de laisser faire des choses mauvaises.

Il faut donc expliquer les choses par rapport au nucléaire, mais il faut aussi expliquer le fonctionnement d'un Etat, c'est-à-dire qu'un Etat n'est pas un pays avec un chef tout-puissant et tout seul qui pourrait faire n'importe quoi, comme dans une bande dessinée, là encore, et faire exploser la planète parce qu'il est de mauvaise humeur ce matin-là.

Il faut leur expliquer le Parlement, etc., encore une fois, pour les sortir de cette vision magique des choses.

Yvette : Faut-il interdire le 20 heures aux enfants en ce moment ?

Guest : Mon neveu a bientôt 9 ans, est-il acceptable de le laisser regarder des images difficiles, je pense par exemple à l'émission "Envoyé spécial", hier soir, consacrée aux victimes de Tchernobyl et aux malformations liées à la catastrophe ?

Les enfants petits, avant l'école primaire, bien sûr, il faut les empêcher de voir les images du 20 heures, car elles sont trop difficiles. Après, il faudrait pouvoir sélectionner les images, ce qui est rarement possible. Il y a donc des moments et des images qu'il vaut mieux éviter. En même temps, je suis toujours prudente, car l'expérience des enfants prouve qu'ils trouvent toujours le moyen de se faire raconter des choses ou de voir des images sans contrôle des parents.

Mais si l'enfant regarde des images à partir de 7 ou 8 ans, il faut être à côté de lui, lui demander de sortir si cela devient trop violent, et en parler absolument avec lui. Et les parents peuvent mesurer la maturité de l'enfant. Un enfant de 9 ans n'est pas équivalent à un autre du même

âge. Et ils peuvent voir comment il réagit aux images, et si c'est trop bouleversant pour lui, on lui dit de ne pas continuer à regarder ce genre de choses.

Mais il y a un danger spécifique de l'image, car l'enfant est happé par l'image plus encore que l'adulte. Encore une fois, il y a aussi un danger de ces conversations, qui sont partout, chez les commerçants, etc. J'étais par exemple tout à l'heure dans une pharmacie où quelqu'un est venu demander des comprimés d'iode. Un enfant aurait pu entendre la conversation.

Charles : Proposer à l'enfant de participer à un don pour une association humanitaire, avec une petite portion de son argent de poche par exemple, vous paraît-il une bonne idée lorsqu'une catastrophe se produit ?

Je pense que c'est tout à fait bien quand on fait un don dans la famille d'expliquer à l'enfant pourquoi on le fait, quelle association va le recevoir, etc. Et on peut lui demander s'il a envie de participer en donnant un euro, ou un jouet. Mais je pense que cela n'aurait pas de sens de lui demander à lui tout seul de faire un don. Il peut participer à l'élan de générosité de sa famille, mais lui demander à lui de faire un don, c'est prendre le risque de le culpabiliser s'il n'en a pas envie, et c'est le mettre dans une position d'adulte.

Mais très souvent, quand les enfants sont dans des familles qui font souvent des dons et en parlent, l'enfant propose d'y participer.

Cécile : Depuis le tsunami en Asie (duquel ils n'ont pas vu d'images), mes enfants fantasmaient complètement sur la notion de "vague géante" (peur au bord de l'océan en cas de tempête et d'orages, etc.). Je leur ai donc montré les images du tsunami au Japon, et cette brusque augmentation du niveau de la mer, la mer qui avance... Voici leur réaction : *"C'est pas ça un tsunami !"* (ils ont 7 et 10 ans).

C'est une réaction très intéressante, car on parle toujours du danger des images, à juste titre, mais on ne parle pas – et ces enfants prouvent qu'on a tort – de ce que peut provoquer l'absence d'images quand il se passe un phénomène dont tout le monde parle.

Ces enfants, s'ils n'ont pas eu accès aux images, ont inventé des images dans leur tête, et ces images les ont conduits à avoir une idée de ce qu'est un tsunami, sans doute plus effrayante encore qu'un tsunami réel. Là, on voit bien que pour eux, cela peut se passer n'importe où, n'importe quand, puisqu'ils ont peur au bord de la plage.

Donc il faut reprendre les images avec eux, comme vous l'avez fait, mais leur expliquer aussi techniquement ce qu'est un tsunami, pour mettre la réalité à la place de leur imaginaire, car leur réaction démontre ce que je disais : la réalité, même si elle est difficile, a des limites. Alors que l'imaginaire, lui, est sans limites par définition.

Fabienne : A quel âge un enfant prend-il réellement conscience du danger ?

C'est une question très importante, parce que je crois qu'il ne peut prendre conscience que si on lui explique dans le quotidien les dangers. Un enfant petit, à cet âge de la toute-puissance, entre 2 et 4 ans, période où il y a des fonctionnements qui vont être repris à l'adolescence, expérimente sa force toute neuve et est psychiquement dans une conviction de sa toute-puissance.

Donc a priori, il peut tout à fait se mettre en danger. Et c'est seulement si ses parents interviennent pour expliquer le danger, expliquer que tout le monde, même les grandes personnes, si elles font telle ou telle chose, sont en danger, que l'enfant peut comprendre que ce n'est pas parce qu'il est petit qu'il est en danger, mais parce que certaines conduites – marcher au bord de la fenêtre, par exemple – mettent tout le monde en danger. Et quand les parents interdisent les conduites dangereuses, l'enfant, progressivement, prend conscience du danger.

Je dis progressivement, parce que l'enfant, qui, à cette époque, vit aussi dans le "principe de plaisir" (je fais tout ce qui me fait plaisir), croit au départ qu'on lui interdit la situation dangereuse pour le priver d'un plaisir. Et peu à peu, parce qu'on maintient l'interdiction et qu'on continue à l'expliquer, il comprend le danger pour lui. Et comprenant le danger pour lui, il peut progressivement comprendre ce qu'est le danger pour les autres, c'est-à-dire les dangers que, lui, n'a pas expérimentés, mais qui existent.

Ursula : Voyez-vous beaucoup d'enfants consulter pour des angoisses liées aux catastrophes dont ils entendent parler à la radio ou à la télévision ?

Il peut y avoir des consultations d'enfants, par exemple pour des crises d'angoisse. Mais ce n'est pas le fait qu'il existe des catastrophes qui génère ces angoisses automatiquement, c'est le fait que par rapport à ce genre d'épreuves, comme par rapport à toutes les épreuves, un enfant a besoin d'être accompagné. Et c'est important car quelquefois, on croit qu'en cachant la réalité aux enfants, on va les en protéger.

L'internaute qui parlait du tsunami et de ses enfants qui n'avaient pas vu d'images montre bien que cacher ne préserve pas, au contraire. Il est important de préserver l'enfant d'un trop de violence, mais il ne faut pas lui cacher les choses. Il faut les lui dire et les lui expliquer de telle façon qu'il puisse les comprendre, et l'accompagner tout au long du chemin qu'il va devoir faire dans sa tête pour accepter l'idée et supporter l'idée que ces choses douloureuses dont il ignorait l'existence existent.

C'est la même chose, au fond, que la première fois que l'enfant rencontre l'idée de la mort. Et l'expérience prouve que si on ne cache pas, si on dit, si on explique, et si on accompagne l'enfant, non seulement ce n'est pas destructeur pour lui, mais cela l'aide à grandir et à acquérir des forces intérieures.

Sowilo : Mon fils de 4 ans me pose des questions, il me voit angoisser et c'est cela qui l'angoisse... (il a vu quelques images du tsunami). Comment le rassurer alors que je ne le suis pas moi-même ?

Je crois qu'il faut que vous disiez à votre petit garçon votre inquiétude. Vous pouvez lui dire : tu vois, il se passe des choses très importantes (je ne suis pas certaine que ce soit bien pour un enfant de 4 ans de voir des images du tsunami, mais c'est fait). Vous devez lui dire que vous êtes inquiète, que cela vous angoisse, en lui expliquant pourquoi. Peut-être votre mère à vous était-elle déjà angoissée, peut-être avez-vous eu peur de plein de choses quant vous étiez petite...

Donc la chose qu'il a vue est inquiétante, mais pas angoissante comme il voit bien que vous le ressentez. On peut lui expliquer avec une image : si on dit que la peur normale d'un tsunami, c'est comme un petit ours méchant dans son cœur, la peur de maman est un très gros ours méchant dans son cœur. Parce que le gros ours a grossi à cause de toutes les peurs de quand maman était petite. Une fois qu'on lui a dit ça, il faudrait que quelqu'un d'autre lui explique calmement ce qu'est un tsunami, et surtout, lui dise que cela ne va pas arriver demain matin devant la porte.

C'est la même chose que quand un enfant a une maman ou un papa pour qui le vélo est associé à quelque chose de douloureux, par exemple l'accident d'un frère ou d'une sœur, le parent à qui c'est arrivé est forcément plus inquiet qu'un parent à qui ce n'est pas arrivé la première fois qu'il voit son petit enfant monter sur un vélo.

C'est normal, et on peut le dire : le vélo n'est pas dangereux en soi, pleins d'enfants font du vélo, il faut être prudent, apprendre à bien en faire, respecter les règles, mettre un casque, et si on fait ça, ce n'est pas dangereux, mais moi, je suis toujours inquiet quand je vois un vélo parce que ça me rappelle cette histoire terrible de quand j'étais petit. A partir de là, l'enfant peut dissocier le vélo réel et l'angoisse de l'adulte.

Unparentperdu : Ma fille, âgée de 10 ans, me demande pourquoi la France et d'autres pays vont bombarder la Libye (elle sait que la cible sera les forces de Kadhafi) sans que les citoyens français et autres aient pu donner leur avis. Je ne sais pas quoi lui répondre...

Il faut lui expliquer le fonctionnement de l'ONU. Il faut lui expliquer qu'il y a des pays dans lesquels il y a un régime démocratique, et d'autres qui sont dirigés par un dictateur, c'est-à-dire une personne toute seule qui pense qu'elle peut faire tout ce qu'elle veut, et notamment massacrer les gens qui ne sont pas d'accord avec elle.

Il faut lui expliquer qu'il existe des organismes internationaux qui peuvent, en cas d'urgence, décider d'aider ces populations auxquelles le dictateur veut faire du mal. Et que c'est une situation d'urgence, donc on ne passe pas par le fonctionnement habituel des démocraties, c'est-à-dire, effectivement, demander au peuple, par le biais du Parlement, s'il est d'accord pour une intervention ou autre chose.

Lorette : Mes enfants se trouvaient à Tokyo lors du tremblement de terre. Même si nous avons évité la télévision, ils ont bien senti notre angoisse et notre désarroi. Que dire à un enfant qui a frôlé la catastrophe ?

La vérité. Il faut lui dire qu'il a frôlé la catastrophe, comme tous les gens qui étaient là, que ce sont des situations extrêmes et heureusement rares. Ensuite, je crois que le problème n'est pas tant de lui dire, mais de l'écouter.

Parce que quand nous disons, nous, adultes : l'enfant est angoissé parce qu'il a frôlé la catastrophe, c'est vrai, mais on sait bien que chacun des adultes qui ont frôlé la catastrophe l'a vécu différemment de son voisin même si tout le monde a eu peur. Les sentiments éprouvés étaient particuliers à chaque personne, et c'est encore plus vrai pour les enfants, car aux différences individuelles entre chaque enfant s'ajoute cette différence de forme de sensibilité, de façon d'imaginer les choses qui existe entre les adultes et les enfants.

Donc il faut parler avec les enfants, et parler pendant longtemps, car c'est un traumatisme. Et un traumatisme a toujours des effets à long terme. Cela peut être important de dessiner les choses qu'on n'arrive pas à dire avec des mots. Et il est important d'être ensemble et de partager après coup cette peur que chacun a eue, ces émotions que chacun a eues, cette peur pour soi et pour l'autre que chacun a eue.

Je crois qu'aucun parent, aucun adulte, et aucun psychanalyste ne peut prétendre enlever l'angoisse d'un enfant quand il a vécu une chose pareille. C'est la même chose pour les adultes. Il faut accompagner pour que le maximum de ce qui a été vécu puisse sortir par la parole, être accueilli par un autre, écouté par un autre, et que tout cela se passe dans la tendresse et cette force incroyable que donne le fait d'être ensemble.

Et je crois que c'est aussi important, si on peut, puisqu'on a pu réchapper de cette horreur et de cette terreur, de voir comment on peut tous ensemble faire quelque chose pour ceux que la catastrophe a plus touchés encore : ceux qui ont perdu leur maison, leur famille. C'est aussi cette chaîne de sentiments humains, de solidarité, qui peut aider à se reconstruire.

Béatrice : Ma fille de 11 ans pense que la catastrophe au Japon est en lien avec le début de la fin du monde annoncé pour fin 2012 ! Comment désamorcer ses craintes ?

Je crois qu'il faut lui expliquer, là encore, la réalité et la sortie du cauchemar sans limites. Il y a déjà eu des tsunamis, des tremblements de terre, des catastrophes nucléaires, et on est toujours là. La vie n'est pas un roman.

Mathilde : Mon fils de 8 ans me demande de lui acheter une combinaison de sauveteur nucléaire à cause des images à la télévision. Que faire ?

Je crois qu'il faut lui dire sérieusement que ce n'est pas un jeu, que les sauveteurs ne jouent pas, qu'ils risquent leur vie pour sauver des gens, et que ce sont des choses par rapport auxquelles on ne peut pas faire semblant. Peut-être lui n'a-t-il pas envie de s'intéresser à cette catastrophe pour l'instant, c'est son droit, mais il ne peut pas la transformer en une espèce de scène imaginaire où des gens sont en train de jouer et où il pourrait jouer aussi.

Il faut parler avec lui pour essayer de savoir de quoi il s'agit : s'il veut devenir sauveteur plus tard, c'est une bonne idée, mais ce n'est pas une question de panoplie. C'est encore une fois ne pas mélanger les registres entre réalité et imagination.

Chat modéré par Emmanuelle Chevallereau

//////

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le filtrage d'Internet, déjà une réalité dans les entreprises

LEMONDE.FR | 18.03.11 |

Un tour sur ses mails personnels, une discussion sur MSN, un passage sur Facebook, une vidéo sur YouTube, un jeu en Flash entre deux dossiers... pour beaucoup de salariés, il s'agit de moments de détente aussi légitimes qu'une pause cigarette ou café. Du moins, s'ils ne tombent pas sur un message d'erreur dès qu'ils tentent de se connecter à ces sites. Si les projets de filtrage d'Internet, comme ceux de la Loppsi 2, font lever les bouclier des associations de défense des libertés sur la Toile, l'accès bridé au réseau est déjà une réalité dans de nombreuses entreprises de France.

Bien qu'aucune donnée nationale ne soit disponible – Websense, le leader des solutions de filtrage, refuse de communiquer ses chiffres pour la France –, la quasi-totalité des très grandes entreprises et des administrations françaises (nationale, territoriale, hospitalière) procèdent à un filtrage de leur réseau local. A l'échelon inférieur, 70 % des entreprises de plus de 500 salariés ont mis en place une telle solution, et 30 % des entreprises de 250 salariés, selon Olfeo, entreprise française proposant des solutions de filtrage. Soit des millions de salariés concernés au quotidien... et pas uniquement pour lutter contre les parties de Farmville dans les *open spaces*.

"TEMPS PERDU" ET SURF PERSONNEL

L'utilisation de sites non professionnels reste l'une des principales raisons pour lesquelles les entreprises mettent en place un filtrage plus ou moins sélectif. Une corde sensible sur laquelle jouent aussi les sociétés commercialisant les logiciels de filtrage, qui n'hésitent pas à marteler, études à l'appui, que la pause Facebook équivaut à une perte sèche pour la société : les employés passeraient environ une heure et demi par jour sur Internet, dont une heure rien que pour leur surf personnel. Soit une chute de 14 % de la productivité. Ou encore, un coût annuel pour l'entreprise de 2,5 fois le salaire mensuel du salarié. Multipliée par le nombre d'employés, la perte se chiffrerait en millions. Certains salariés en ont déjà payé le prix. En mars 2009, la Cour de cassation a confirmé le licenciement pour faute grave d'un employé ayant passé, en décembre 2004, quarante et une heures sur Internet à des fins non professionnelles.

Pourtant, le surf personnel sur Internet fait-il vraiment chuter la productivité ? Une étude de 2009 de l'université de Melbourne affirme le contraire. *"Une pause brève et non envahissante, comme un bref surf sur Internet, permet à l'esprit de se reposer, entraînant un accroissement de la concentration totale nette sur une journée de travail*, selon le docteur Brent Cocker. *Les entreprises dépensent des millions en logiciels afin d'empêcher leurs employés de regarder des vidéos sur YouTube, d'utiliser les sites de réseaux sociaux comme Facebook ou de faire leurs achats en ligne sous prétexte que cela coûte des millions en perte de productivité, mais ce n'est*

pas toujours le cas." Selon l'étude, ces "pauses Internet" permettraient de gagner 9 % de productivité.

SÉCURISATION DES RÉSEAUX

Mais, si les managers d'entreprise voient dans le filtrage un moyen de contrôler la productivité des salariés, les responsables des services informatiques y voient un autre intérêt : la protection contre les sites destinés à piéger les internautes pour installer, par exemple, un virus sur leur poste de travail. Si la principale source d'infections reste les pièces jointes dans les emails, de plus en plus d'escrocs tentent d'attirer les internautes vers des sites piégés pour contourner les filtres mis en place sur les messageries.

Pourtant, le système n'est pas infaillible, comme l'a prouvé le piratage du ministère de l'économie, début mars, qui utilisait pourtant des logiciels de filtrage. Plusieurs employés du ministère ont reçu un mail, provenant en apparence d'un de leurs collègues, avec en pièce jointe un document PDF à l'apparence anodine. Mais ce dernier renfermait un logiciel espion permettant la prise de contrôle de l'ordinateur à distance et l'accès à des documents confidentiels, ce que les outils du ministère n'ont pas pu empêcher.

Au-delà des questions de sécurité, les administrateurs réseau visent également les sites gourmands en bande passante, qui peuvent ralentir l'accès des autres utilisateurs. Selon une étude de la société Network Box, qui commercialise notamment des solutions de filtrage, 10 % de la consommation de la bande passante en entreprise se ferait sur YouTube, et 5 % sur Facebook (qui comprend des vidéos et des jeux). Un montant jugé trop important pour des applications souvent non professionnelles, surtout pour des petites et moyennes structures. *"L'encombrement sur Facebook (...) aurait obligé à acheter des serveurs plus puissants"*, expliquait à *Midi Libre* le service informatique du CHU de Montpellier, qui avait décidé en 2009 de bloquer l'accès aux *"sites ludiques"*.

RESPONSABILITÉ JURIDIQUE

Si ces arguments techniques ne suffisaient pas à convaincre les chefs d'entreprise à se doter d'un filtrage, les éditeurs de logiciels disposent d'un argument massue : la responsabilité pénale de l'employeur en cas d'utilisation frauduleuse d'Internet par un employé (consultation de sites pédophiles, téléchargement et échange de fichiers illégaux...). La législation est assez floue à ce propos, et sujette à interprétation.

Dans le cas où un employé consulterait des images à caractère pédopornographique de son lieu de travail, l'article 227-23 du code pénal *"laisse penser que la responsabilité de l'employeur pourrait être recherchée du fait que ses employés pourraient accéder à de tels contenus"* s'il n'a pas mis en place une solution de filtrage, affirme le cabinet d'avocats Alain Bensoussan dans l'étude "Filtrage et Internet au bureau : enjeux et cadre juridique". Le cabinet conclut que*, "selon*

le fameux principe de précaution, il est dans l'intérêt [de l'employeur] *de mettre en œuvre et de déployer des mesures de contrôle de l'accès à Internet*". Et pour cause : l'étude est financée et diffusée par Olfeo, principal fabriquant français de logiciels de filtrage pour les entreprises.

Le marché est en effet juteux pour ces éditeurs. Il faut compter de 2 000 à 17 000 euros hors taxe pour protéger et filtrer de 50 à 1 000 postes pendant un an, soit de 17 à 45 euros hors taxe par ordinateur, chez Olfeo, dont les tarifs sont inférieurs à ceux des leaders mondiaux du marché, comme Websense. Alors que la majorité des grandes entreprises et administrations ont déjà opté pour le filtrage, les éditeurs visent désormais le marché plus complexe mais potentiellement très lucratif des petites structures comme les PME et les PMI.

Chloé Woitier

/////

ENVIRONNEMENT

L'eau insalubre tue

LEMONDE.FR | 22.03.11 | 11h12 • Mis à jour le 22.03.11 | 15h01

Les conflits en Libye et en Côte-d'Ivoire, le tsunami au Japon et le tremblement de terre en Haïti toujours présent dans nos mémoires. La compassion mondiale est à juste titre mobilisée et l'action humanitaire déployée. 950 désastres ont fait 295 000 morts en 2010 et 97 milliards de dollars de dégâts, selon le réassureur allemand Munich Re. Et que dire de la guerre en Afghanistan qui coûterait 120 milliards de dollars chaque année aux Etats-Unis !

Il est pourtant une autre catastrophe, voire même une véritable guerre contre des innocents, qui fait des ravages et qui mobilise si peu médias, opinion publique et responsables politiques. il est urgent de le rappeler au moment ou l'on célèbre dans la plus grande discrétion la journée mondiale de l'eau.

En effet, l'eau insalubre provoquerait, selon les estimations les plus récentes, 3,6 millions de victimes chaque année ! Cette mortalité a bien une cause identifiée, les maladies hydriques, notamment le choléra, la typhoïde, les hépatites et la diarrhée qui à elle seule tue 1,5 million d'enfants chaque année dans le monde.

Mais il ne s'agit que d'une hécatombe silencieuse. Faut-il du spectaculaire, de la gesticulation diplomatique ou militaire et le journal télévisé pour que soient prises les décisions indispensables pour faire reculer ce qui est probablement la première cause de mortalité au monde ?

Le constat est simple et triste. Les ressources comme la volonté manquent pour cette urgence humanitaire qui concerne des centaines de millions, sinon des milliards d'êtres humains. Les Nations unies nous disent qu'il y a encore 885 millions de personnes qui n'ont pas accès à une source d'eau améliorée. Ce n'est pas faux, mais il faut compter autrement. Il y a surtout 3 milliards de personnes qui n'ont pas accès à un robinet chez elles ou à proximité et l'eau qu'elles boivent est de qualité inégale, voire douteuse. En outre, Il y a 2,5 milliards de personnes qui n'ont pas accès à l'assainissement et elles seront même 2,7 milliards en 2015 au moment ou l'on fera le bilan des Objectifs de développement du millénaire des Nations unies !

Selon l'Organisation mondiale de la santé, pour atteindre ses objectifs en matière d'eau et d'assainissement, il faudrait mobiliser 18 milliards de dollars chaque année, là ou en 2008, selon l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), la communauté internationale en a réunie 7,4 milliards dont 3,5 en prêt et 3,9 en don ! Force est de constater, malgré des progrès réels dans des pays comme l'Inde et la Chine, que ce fléau n'est pas traité au niveau requis et qu'il ne l'est pas non plus de la meilleure manière possible, tout particulièrement en Afrique sub-saharienne.

Ainsi, il n'y aurait pas moins de vingt-huit agences des Nations unies en charge de cette question ! L'eau et l'assainissement ne constituent qu'un sous-objectif du développement du millénaire ! Si la France est le cinquième bailleur international dans ce domaine et si elle a augmenté de manière significative sa contribution ces dernières années, environ 75 % de ses efforts sont concentrés dans quelques pays émergents et solvables par des prêts pour des installations en zone urbaine alors que la part des dons pour les populations les plus en danger s'est littéralement effondrée en 2009.

Pourtant, l'association humanitaire "Solidarités International", comme tous les autres acteurs compétents, peut affirmer que ce n'est ni une fatalité, ni un problème technique et que l'on peut faire énormément avec assez peu, y compris dans les situations les plus difficiles. Que l'on en juge. Dans une action d'urgence à Port-au-Prince auprès des déplacés, l'eau potable, l'assainissement et des produits d'hygiène ont été apportés à 55 000 personnes pour un budget de 14,5 dollars par personne et les installations ont été ensuite transférées aux communautés locales. C'est ainsi qu'avec ce type de programme, du savon, du clore et en lien avec les associations médicales, nous avons pu lutter contre l'épidémie de choléra.

En République démocratique du Congo, en partenariat avec les acteurs locaux, sur une période de huit ans, une eau potable et durable a été apportée à 190 000 habitants de la ville de Béni, au Nord-Kivu à l'Est, pour un coût de 40 dollars par personne. Programme qui a ainsi contribué à réduire les maladies hydriques, le coût de la santé pour les familles, la durée de la corvée d'eau et ainsi à faciliter l'éducation des enfants et l'essor des activités génératrices de revenus pour les femmes ainsi qu'à améliorer leur sécurité physique. On sait d'ailleurs que chaque dollar investi dans ce domaine génère l'équivalent de 4 et 12 dollars de ressources pour ces populations.

Nous sommes aujourd'hui à un moment clef pour qu'une prise de conscience et une mobilisation digne de ce nom se manifestent. La population mondiale aura quintuplé entre 1900 et 2025 et les prélèvements en eau se seront multipliés par neuf ! 95 % de la croissance démographique d'ici 2050 se produira dans des pays en développement. Dans ses pays, 80 % des eaux usées sont rejetées sans traitement, provoquant une pollution dangereuse pour l'homme. La quantité d'eau disponible par habitant diminue tandis que le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau augmente. On estime même que dès 2025, 22 % de l'humanité vivra dans des régions de "grande pénurie". Pour le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), 90 % de nos voisins du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord seront touchés !

Nous sommes à un moment clef parce que la France accueillera en mars 2012 le 6e Forum mondial de l'eau à Marseille qui est le siège du Conseil mondial de l'eau qui l'organise. Ce Forum, qui a été placé sous le signe des solutions, accueillera des dizaines de milliers de participants dont tous les acteurs de l'eau dans le monde. Pour être à la hauteur des enjeux et des espoirs, ce forum doit être celui des engagements. Après le vote, en juillet 2010, d'une résolution des Nations unies faisant de l'accès à l'eau potable un droit humain, le forum doit donc apporter des solutions, car il n'y a pas de droit réel sans accès concret à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations qui en sont dépourvues !

En ayant lancé le 6e Forum mondial de l'eau, le 2 juin à l'Elysée, le président de la République nous a déclaré qu'il en ferait une priorité du G8 et du G20 pour lutter contre la première cause de mortalité dans le monde. Il s'agit maintenant de remplir ses engagements. C'est simplement une question de vie ou de mort pour beaucoup d'innocents. C'est simplement une immense cause humanitaire.

Alain Boinet, directeur général et fondateur de Solidarités international

//////

ENVIRONNEMENT

Japon : alerte verte et rouge

LEMONDE.FR | 23.03.11 | 09h08

Arrivé ce week-end pour quelques jours en France, je reprends un texte écrit au Japon pour essayer de prendre la pleine mesure de cet événement survenu le 11 mars. La vie en dehors de zones sinistrées, c'est-à-dire pour plus de 90 % du Japon et des Japonais, est aujourd'hui quasi-normale et tout le monde pense que dans quelques jours la menace de pollution atmosphérique radioactive aura cessé. Les Français, en pointe dans les mesures de précaution, ont annoncé la réouverture du lycée le 4 avril. Tout redeviendra comme avant ou presque. Mais il ne faudrait pas oublier cette formidable double alerte, alerte verte et alerte rouge, comme il semble qu'a été oubliée l'alerte du "Lehman Shock" de 2008.

Le cataclysme du 11 mars est d'abord une alerte verte. La nature a rappelé à tous sa formidable toute puissance que l'humanité ne peut prétendre maîtriser. Au Japon il n'y a pas de parti vert significatif. L'explication de cette absence nécessiterait certainement de prendre en considération de nombreux éléments dans une combinaison complexe. Repérons parmi ceux-ci la présence d'un sentiment, ou plutôt une connaissance intuitive forgée par l'expérience, que la nature est la puissance la plus forte et que l'homme n'est que poussière.

Les tremblements de terre et les raz-de-marée, les typhons à l'occasion, obligent à composer avec une nature que l'on apprécie, mais aussi que l'on craint. On sait ici que l'humanité peut être rayée de la carte. Des débats récents suggèrent, certes qu'elle peut par elle-même contribuer à sa propre destruction, et même donne l'impression désagréable qu'elle s'y emploie. On a ici conscience qu'en outre, après une éventuelle disparition de l'humanité, cet épisode laisserait la nature continuer d'écrire une suite qui se poursuivrait sans cette humanité, absence dont elle s'était accommodée des milliards d'années durant avant de subir les frasques de sa récente survenue.

Prendre le parti de la nature ne va pas de soi pour l'humanité. Que la nature incite l'humanité, par un événement, au respect parce qu'elle est superpuissante, c'est une alerte verte ; même si le réchauffement climatique vient des activités humaines, la nature pourrait aussi conduire, à l'avenir, une glaciation. Respecter la nature parce que nous en avons besoin et qu'elle est notre source de vie, c'est une toute autre affaire, certes loin d'être anodine pour nous, et c'est surtout sur celle-là que se focalisent les partis verts qui n'ont pas au Japon un grand représentant.

La menace de pollution atmosphérique radioactive née le 11 mars constitue aussi une alerte rouge. Elle est en effet une expression d'une sorte de terrorisme productiviste comme le 11 septembre 2001 fut l'expression d'un terrorisme politique. Elle peut être mise aussi en parallèle avec le choc de 2008 : on a souligné le rôle de ces banques trop grandes pour faire faillite (*too big to fail)*, fruits, comme les entreprises géantes, de cette course à la croissance sans limite, à la spéculation sans limite, à l'enrichissement sans limites. En 2008, ce slogan a servi d'excuse à des gouvernements libéraux sans justification idéologique pour les renflouer ; il n'y avait pas d'argent dans les caisses de l'Etat pour des mesures sociales, mais on en a trouvé pour les grandes banques qui ont renoué ensuite avec des profits faramineux et leurs dirigeants sont remerciés par des salaires époustouflants. Une telle banque *too big to fail* ne devrait pas exister, disait André Orléan, de telles entreprises géantes, de telles centrales parce que nucléaires et trop grandes et trop dangereuses pour faillir, ne devraient pas exister : alerte rouge.

Cette manière de voir est tout en fait en accord avec l'idée d'Illich (1973) que les outils devenus trop gros ne sont plus conviviaux : au lieu de nous servir ils nous rendent esclaves. Il s'agit de terrorisme, parce que nulle part, pas plus en France qu'au Japon, on a mis en débat le choix du nucléaire. L'argument de l'efficacité pour la croissance a réuni l'oligarchie des élites des idéologies libérales et socialistes, le capitalisme et le socialisme. Au nom de leur moindre effet contre l'environnement en situation de bon fonctionnement, nombre de notables bardés de vert comme Nicolas Hulot, supportaient eux aussi ces centrales. Le 11 mars est une alerte rouge qui dénonce cette collusion.

Que faire ? Comprendre d'abord le sens de cette double alerte. L'ouvrage *De la convivialité* (La découverte, 2011) aide à percevoir cette nécessité de limiter la taille des outils, de tout ce qui

nous sert à construire notre monde commun, de telle sorte que ces outils restent au service de ce bien commun qui est notre but, restent capables de nous permettre de pratiquer la convivialité. Une pratique de vie qui se situe dans un autre registre que les "–ismes" des idéologies qui conduisent à la destruction de l'humanité au lieu de la servir. Ensuite il faut conduire la transition vers cette autre manière de vivre ensemble en comprenant qu'il n'y a pas d'autre valeur que la vie. Alors la double alerte verte et rouge du Japon du 11 mars aura servi à quelque chose.

Marc Humbert, directeur de l'Institut français de recherche sur le Japon contemporain à la Maison franco-japonaise de Tokyo (CNRS-MAEE)

/////

POLITIQUE / SOCIETE

Comment n'avaient-ils pas prévu ?

Le Monde | 25.03.11 | 13h48

Nous l'avons appris, engagement a été pris d'organiser un audit sur la sécurité des centrales nucléaires en Europe. On est heureux de l'apprendre, quoiqu'un peu surpris - on nous avait tellement répété qu'elles étaient sûres ! Fukushima ne peut, à la manière de Tchernobyl, être associé à une société arriérée. Ni d'ailleurs à un concours de circonstances imprévisibles - tsunami est un mot japonais. Et la question qui se pose aussi à propos du crash financier de 2007 ou de la marée noire que le golfe du Mexique doit à BP est : "Comment n'avaient-ils pas prévu ?"

Les catastrophes de grande ampleur ne sont pas nouvelles mais, dans les années à venir, celles qui susciteront une telle question risquent bien de se multiplier. Et, chaque fois, on jurera au public inquiet que la leçon a été comprise. Comme l'expliquait Walter Lippmann avec la lucidité cynique propre à "ceux qui savent", lorsque le "public fantôme" se matérialise, inquiet, demandant des comptes, il appartient aux gouvernants de donner les signes qui rassurent - la question est entendue et traitée, en l'occurrence, on va faire un audit - afin que ce public puisse retrouver la quiétude à laquelle il aspire.

La perspective qui, cependant, pourrait angoisser aujourd'hui nos gouvernants est celle d'un épuisement du capital confiance dont ils disposent et usent ce faisant. Et ce d'autant plus que la distance entre eux-mêmes et ce public n'est pas si grande - ils se posent également la question : "Comment n'avaient-ils pas prévu ?", avec cette différence qu'ils savent, eux, qu'il faut serrer les dents, maintenir le cap. Et ils le savent d'autant mieux qu'ils ont cédé aux entrepreneurs privés les moyens qu'il faudrait utiliser pour changer ce cap. La seule boussole qui définisse désormais l'avenir, c'est maintenir ou accroître la compétitivité qui permettra à chacun d'être dans le peloton des pays qui gagnent (tant pis pour les autres, qu'il y ait des perdants fait partie de la course). Ils sont donc contraints de se fier à ceux qui n'ont aucun intérêt à se montrer dignes de cette confiance.

De ce point de vue, on sous-estime parfois ce que signifie le déchaînement de la logique capitaliste que l'on appelle néolibéralisme. La nouvelle donne, la nouvelle configuration de ce que les Etats laissent faire au privé, et de ce que celui-ci fait faire à l'Etat (dérégulation, imposition des droits de propriété intellectuelle, politiques dites actives de l'emploi, etc.), demande à nos responsables d'accepter des mots d'ordre qui impliquent une forme d'anesthésie héroïque - ils ont le courage de faire ce qui doit être fait.

Chacun, désormais, est soumis à l'impératif de ne pas penser, y compris ceux qui travaillent en industrie, forcés de faire ce qu'ils savent être du mauvais travail, aveugle aux conséquences, afin de satisfaire des actionnaires pour qui le seul bon signal est la diminution des coûts de production - Tepco avait, ai-je lu, su *"rationaliser"* de tels coûts afin de *"sécuriser les profits".* Quant aux experts, malheur à eux si leurs inquiétudes étaient susceptibles de donner raison aux alarmistes : ils auraient trahi leur rôle assigné, qui est de collaborer de manière constructive à la mobilisation pour l'innovation, et donc le progrès.

Forage en eaux profondes, spéculation financière, centrales nucléaires, dans tous ces cas le premier quidam venu aurait dit que l'on joue avec le feu, qu'il s'agit de faire attention. Mais faire attention demande le contraire de l'anesthésie : le courage de l'imagination, la capacité d'envisager le possible improbable. Dans le monde tel qu'il va, non seulement on jouera de plus en plus avec le feu, mais sur un mode qui voue à faire du "comment n'avaient-ils pas prévu ?", une triste rengaine.

Il est dangereux de miser sur le caractère pédagogique des catastrophes car l'indignation (tous pourris !) nourrit plutôt les partis d'ultra-droite qui fleurissent en Europe. Mais quelles dynamiques pourraient transformer la rage de l'impuissance en processus de réappropriation de ce dont nous avons été séparés, de la capacité de nous mêler de questions qui nous concernent ? De telles dynamiques peuvent, et devraient, être engagées partout.

Ainsi, il me semble crucial de s'appuyer sur le caractère prévisible de la catastrophe de Fukushima pour exiger que les groupes qui contestent l'énergie nucléaire fassent partie des audits de sécurité, avec la capacité d'en faire des enquêtes sans concession. Au lieu de signes rassurants, ce qui serait produit pourrait alors avoir des conséquences, ouvrir l'appétit pour d'autres enquêtes qui irriguent le paysage dévasté de nos imaginations.

Ouvrage : "Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient", La Découverte, 2009.

Isabelle Stengers, philosophe

/////

ENVIRONNEMENT

Une catastrophe de nature politique et civique

LEMONDE.FR | 25.03.11 | 09h28

Au-delà de l'étendue du désastre et des souffrances des victimes qui suscite l'effroi et la compassion, les images qui nous parviennent du Japon témoignent d'une incroyable légèreté dans l'appréciation des risques comme dans l'organisation des secours.

S'agissant de la troisième puissance économique du monde, d'une très ancienne civilisation et d'un peuple dont la capacité d'innover est exceptionnelle, il y a de quoi être surpris et inquiet. Il est vrai qu'en la matière le Japon n'est pas la seule nation "avancée" à gérer des catastrophes naturelles de manière "catastrophique".

Pourtant, face à la grande sismicité qui caractérise le Japon, ses habitants ont fait face par le recours à des techniques appropriées de construction et par un système performant de détection et d'alerte dont on s'accorde à reconnaître l'efficacité. Quant aux tsunamis dont certains, dans le passé, ont pu comporter une vague de quarante mètres de haut, ils sont pratiquement imparables à moins de se situer à quelques kilomètres à l'intérieur des terres. S'ils firent toujours de nombreuses victimes dans l'histoire du Japon cela tient à la valeur nourricière de l'agriculture et de la pêche des étroites plaines côtières de cet archipel montagneux.

Pour quelle raison, en revanche, une batterie de réacteurs nucléaires dont les six cubes de béton sont devenus pour nous la vision familière de Fukushima, furent-ils posés en bordure même de l'océan ? S'ils avaient été situés à six ou sept kilomètres à l'intérieur des terres, les eaux marines n'auraient pas pu noyer les groupes relais d'alimentation électrique permettant la poursuite du refroidissement des réacteurs par injection d'eau douce.

POINT DE NON RETOUR

Cette monstrueuse aberration révèle une catastrophe de nature politique et civique dont on ignore le détail mais dont on devine les ingrédients : négligence due à la précipitation ou décision

ne prenant en compte que des intérêts financiers, arrogance et mauvaise foi des responsables de l'entreprise électrique et, surtout, information insuffisante du public, escamotage des débats démocratiques, peut-être aussi, hélas, le désintérêt d'une partie des citoyens qui se sentent satisfaits du moment qu'ils disposent d'essence et de courant électrique.

Il faudra tirer les leçons de ce désastre. Cette fois l'eau ne servira plus à refroidir les réacteurs. Elle devra venir de l'Alphée et du Pénée, cours d'eau qui servirent à Hercule pour nettoyer les écuries d'Augias. Espérons que les Japonais seront moins indulgents avec les responsables de ce drame qu'ils ne le furent, il y a plus d'un demi-siècle, avec leurs criminels de guerre. Il reste que pour tous les humains l'urgence est de comprendre que l'enjeu des options en ce domaine ne se limite plus à une simple erreur qu'il est toujours possible de rattraper mais au risque d'atteindre un point de non retour. Comme pour la biodiversité, comme pour le réchauffement climatique, comme pour la pollution des océans. Et cela ne concerne pas que le Japon.

Michel Drain Mothré, agrégé de géographie et chercheur émérité au CNRS

SOCIETE /POLITIQUE /ENVIRONNEMENT

La culture du risque est un problème démocratique

LEMONDE.FR | 25.03.11 | 09h29

Le thème de la culture du risque connaît un renouveau récent depuis la tempête Xynthia et les inondations du Var de juin 2010. Loin de concerner les seules catastrophes naturelles, il rejoint de nombreux autres sujets d'actualité : dépendance, crise financière, risques sanitaires, etc. Le débat se déroule sur un terrain instable. Non seulement, trait humain général, les risques extrêmes sont généralement passés sous silence dans une société qui peine à les objectiver, mais encore ils évoluent sans cesse, accompagnant les dynamiques sociales, politiques, économiques et technologiques. Comment, dans ces circonstances, envisager le développement de la culture du risque ?

Intéressons-nous ici à la dimension économique de la question. Sous cet angle, l'enjeu est d'amener les acteurs concernés à quantifier leurs risques pour décider comment se protéger. Le déficit de culture du risque se traduit par l'absence de mesures de prévention efficaces, conduit à la prévalence de l'urgence sur l'anticipation et aboutit à un coût économique supérieur pour la collectivité.

D'emblée, il paraît nécessaire de mobiliser plusieurs grandes familles d'acteurs. En premier lieu, les personnes exposées : particuliers, entreprises et collectivités. Ensuite, les opérateurs à l'origine des produits, ouvrages ou techniques qui conditionnent le niveau de risque. Troisièmement, les assureurs. Enfin, les pouvoirs publics, en tant que régulateurs, mais aussi garants de la solidarité.

En simplifiant à peine, avançons que la culture du risque repose sur trois piliers : avoir conscience de son exposition (ou, plus exactement, de ce qui en est scientifiquement établi à un moment donné), comprendre et assumer ses responsabilités, et articuler de manière efficace les interventions de tous. C'est ici qu'il faut opérer une distinction entre les risques avérés et les risques émergents, car les rôles respectifs des agents économiques diffèrent nettement selon le cas considéré.

Les risques avérés sont, par exemple, les catastrophes naturelles ou, dans un domaine bien différent, les bulles financières. Chacun peut s'informer sur sa propre exposition au risque et la percevoir de manière "objective". Observables et mesurables, ces risques peuvent être analysés par des modèles, ce qui permet d'envisager de manière concrète des événements extrêmes possibles mais pas encore survenus (ou bien oubliés). Les modèles, malgré leurs incertitudes, permettent d'évaluer le coût et le bénéfice des mesures de prévention et de divers mécanismes de couverture. C'est le domaine de l'actuariat et de l'assurance.

Pour autant, les pouvoirs publics – Etat et collectivités locales – occupent une place importante, puisqu'ils imposent ou encouragent, par diverses incitations, des mesures de prévention. Ils coordonnent l'intervention des parties prenantes. Ils peuvent réguler le marché de l'assurance de ce type de risques. Enfin, ils mettent en œuvre des mécanismes de solidarité envers ceux qui peuvent difficilement échapper au risque.

Mais l'essentiel, en fin de compte, est que les acteurs concernés disposent de l'information pour effectuer directement leurs propres arbitrages. Le rôle central des assureurs est de quantifier le coût du risque, proposer des couvertures et faire ainsi entrer le risque dans le calcul économique. Ce qui caractérise le domaine des risques avérés, c'est précisément la capacité collective à former un signal-prix de manière adaptée à la situation de chaque agent économique, lui permettant ainsi d'agir sur son exposition, dans la limite des moyens à sa disposition, et d'en anticiper les conséquences.

Les risques émergents sont différents. Il peut s'agir, par exemple, des OGM ou du changement climatique. Ici, contrairement au cas des risques connus, l'information est réservée : seuls les experts savent caractériser le risque de manière correcte (ce qui n'empêche pas des "opinions" de s'exprimer dans le public, mais on sort alors souvent du cadre de la connaissance scientifique pour entrer dans celui de la croyance). On sait quelles mesures de précautions ont de bonnes chances de fonctionner, mais sans être sûr qu'elles soient strictement nécessaires. Cette situation entraîne une interaction étroite, et pas toujours transparente, entre experts, lobbys et prise de décision collective. C'est le domaine du principe de précaution et de la législation.

L'Etat a un rôle tout à fait particulier à jouer dans le contexte des risques émergents. Il lui appartient de dégager, à partir des arguments des experts et lobbys, une position d'équilibre assumée collectivement dans un environnement incertain. En attendant que le risque soit mieux cerné, il légifère en direction des opérateurs de marché pour tracer la limite entre les produits, techniques et activités autorisés et ceux qui sont interdits. Il est, enfin, en position d'organiser la formation, la diffusion et la bonne compréhension des avis d'experts.

Mais soyons clairs : l'encadrement par l'Etat des risques émergents ne donne pas de garantie absolue. Les opérateurs de marché comme le public conservent une marge de manoeuvre en-deçà des limites fixées par la législation, ce qui préserve un domaine dans lequel le risque existe tout en étant incomplètement compris. C'est pourquoi les assureurs restent des acteurs importants.

Lorsqu'ils acceptent de couvrir un risque émergent en dommages ou en responsabilité, ils donnent un prix à ce que les économistes appellent l'ambiguïté, ce qui permet de faire entrer l'incertitude liée aux risques émergents dans le calcul économique classique. Au fil du temps, les connaissances s'affinent, la prime d'ambiguïté se réduit et la tarification se rapproche de celle du risque avéré. Lorsqu'a contrario les assureurs refusent de couvrir un risque en l'excluant systématiquement des contrats, cette posture donne des indications à la société sur la manière de réguler le risque.

Quelle voie nous montre cette discussion ? Dans une perspective économique, la distinction entre risques connus et risques émergents présente un intérêt pratique pour guider la collectivité dans la manière dont il convient de gérer les risques. Selon le cas de figure, les interventions des personnes exposées, des opérateurs et des pouvoirs publics s'articuleront de manière différente. Lorsque le diagnostic est conduit avec lucidité, on tend vers une gestion efficace du risque.

L'essentiel, toutefois, réside dans les axes communs aux deux types de risques. Les assureurs tiennent une position clé, complémentaire de celle de l'Etat, par les signaux qu'ils envoient à la société sur le coût du risque et, dans le cas des risques émergents, le coût de l'ambiguïté. Il convient qu'ils jouent leur rôle en proposant effectivement des couvertures pour tous les risques assurables. Cela dépend d'abord d'eux-mêmes, de leur volonté d'innover, mais aussi des régulateurs, car la réglementation prudentielle exerce une influence structurante.

Enfin, un thème traverse en filigrane l'ensemble du sujet de la culture du risque : celui du risque acceptable. Tant qu'elle n'a pas défini le risque acceptable, la société ne peut ni calibrer les mesures de prévention qu'elle a besoin de prendre, ni assigner à chacun son rôle, ni responsabiliser les agents économiques, ni même réagir de manière efficace à la survenance d'un événement.

Définir le risque acceptable est non seulement une exigence de la rationalité économique, c'est aussi un signe de maturité politique et sociale : nul ne peut le définir autoritairement, seul le débat public le peut. La culture du risque, notamment sous l'angle du risque acceptable, est l'un des enjeux démocratiques de notre temps et ne verra le jour que par l'action combinée de l'Etat et des assureurs.

Pierre Michel, directeur général adjoint de la Caisse centrale de réassurance, actuaire qualifié membre de l'Institut des actuaires ;

Jean-Marie Nessi, membre agrégé de l'Institut des actuaires ;

Pierre Picard, professeur à l'Ecole Polytechnique.

//////////

POLITIQUES

L'humanité a droit à la vérité sur le nucléaire

LEMONDE.FR | 25.03.11 | 09h29

Dès les premiers pas du nucléaire et les explosions sur Hiroshima et Nagasaki, les "autorités" nucléaires ont cherché à organiser un monde clos où elles seraient juges et parties.

A la fin de la seconde guerre mondiale, lors de la création de l'Organisation des Nations unies, les vainqueurs (Royaume-Uni, Etats-Unis et URSS – la France absente à Yalta étant momentanément disqualifiée) ont accepté pour des raisons de tensions géopolitiques et de guerre froide, l'idée d'ôter à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la compétence en matière sanitaire nucléaire. Ainsi une convention lie deux organismes : l'OMS et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et stipule que l'OMS se reconnaît incompétente dès lors qu'il s'agit de problèmes sanitaires liés à des radiations nucléaires, que l'origine en soit civile ou militaire.

Depuis vingt-cinq ans, toutes celles et tous ceux qui, convaincus du danger nucléaire, suivent les sinistres conséquences de Tchernobyl voient s'organiser le mensonge, l'occultation des faits, la dénégation de la réalité pour protéger la filière nucléaire quel qu'en soit le prix. De quelques morts à quelques milliers de morts – on parle de vingt-cinq mille morts aujourd'hui – les chiffres officiels des conséquences de l'accident ont toujours été minimisés.

Pour colmater la centrale et construire l'enceinte de confinement en béton, il a fallu sacrifier quelques six cent mille hommes, militaires, pompiers, travailleurs du nucléaire, ne pouvant circuler sur le chantier que quelques minutes, souvent fatales. Par manque de transparence démocratique, le suivi du destin des ces liquidateurs n'a pas été facilité par la disparition de l'URSS et par la nature des régimes autoritaires, pour ne pas dire dictatoriaux, comme la Biélorussie.

Néanmoins, dans la perspective de défendre leurs droits, leur indemnisation et leur prise en charge sanitaire, les liquidateurs se sont constitués en associations dans chaque territoire de l'empire soviétique d'où ils étaient originaires. Mille, deux mille membres dans chaque grande ville, voilà les adhérents des premiers temps que comptait chaque association locale. Beaucoup

de ces héros sont morts et dans certaines villes les associations comptent plus de veuves que de membres ; les survivants sont atteints de très nombreux problèmes de santé du fait de l'effondrement ou de l'extrême fragilisation de leur système immunitaire. Pourtant, leur sort, a été caché, au nom de la filière…

Jamais en vingt-cinq ans nous n'aurons eu une idée concrète des niveaux de radiation effectifs, des conséquences sanitaires concrètes pour les populations, si ce n'est des bribes, par nos contacts directs, par nos échanges avec les associations qui gèrent l'accueil des victimes, car l'AIEA s'est bien gardée de proposer un quelconque dispositif de suivi.

"Les gens sérieux sont pour le nucléaire", entend-on communément dire. Comment expliquer que ces gens sérieux sont ceux qui, de manière absurde, nous font courir le risque de devoir quitter un jour leur pays devenu inhabitable ? C'est bien ce qui se passe au Japon.

OCCULTATION DE LA VÉRITÉ

Aujourd'hui, la situation au Japon nécessite un dispositif de suivi mondial, enfin transparent. Nous avions craint l'hypothèse des millions d'urbains piégés dans une zone irradiée et indéménageable. Et déjà des voix en provenance des organismes en partie liées à la filière, nous expliquent que les niveaux de radiation seraient "acceptables", alors même que nous ne savons ni leur niveau actuel – à moins qu'ils ne nous les cachent – et encore moins les évolutions à venir.

Nous y sommes. Organiser la vérité suppose dans un premier temps d'ôter à l'AIEA, ce droit à occultation de la vérité. Il y aura un avant et un après Fukushima. Le débat n'est plus "faut-il sortir du nucléaire ?", le débat est désormais "comment le fait-on et à quel rythme ?"

On parle d'économie, de finances…, mais ceux-là même qui disaient ce type de catastrophe impossible, vont-ils nous expliquer comment évacuer des millions d'habitants ? Ceux-là vont-ils nous dire quelle économie va demeurer si la zone est radioactive ?

Les impacts sanitaires et socio-économiques qui s'annoncent vont déjouer toutes les prévisions. L'humanité doit se protéger. Et si indécence il y a ces jours-ci, c'est bien l'indécence de celles et ceux qui veulent travestir la réalité, à tout prix. La première chose que tout responsable politique vraiment sérieux doit revendiquer, est la mise en place juridique et concrète d'un dispositif international, organisant le droit à la vérité sur le nucléaire et sur tous les risques que la filière fait encourir à l'humanité.

Jean-Luc Bennahmias, député européen et vice-président du Modem ;

François de Rugy, député Europe Ecologie-Les Verts ;

Guy Hascoët, ancien secrétaire d'Etat ;

Yannick Jadot, député européen Europe Ecologie-Les Verts.

Jean-Luc Bennahmias, François de Rugy, Guy Hascoët, Yannick Jadot

//////////////

Société / philosophie

C'est le mythe du progrès et de la sécurité qui est en train de s'effondrer

LEMONDE.FR | 25.03.11 | 09h29 • Mis à jour le 25.03.11 | 11h15

Parler de "société du risque mondialisé", c'est parler d'une époque au sein de laquelle la face obscure du progrès détermine de plus en plus les controverses sociales. Que les plus grands dangers viennent de nous n'a d'abord été une évidence pour personne, et on l'a contesté ; or c'est un fait qui est en train de devenir la force motrice de la politique. Les dangers nucléaires, le changement climatique, la crise financière, le 11-Septembre, etc. Tout cela s'est produit conformément au scénario que je décrivais il y a vingt-cinq ans, avant même la catastrophe de Tchernobyl.

A la différence des risques industriels des époques passées, ceux d'aujourd'hui ne connaissent pas de limites, qu'elles soient géographiques, temporelles ou sociales ; aucune des règles en vigueur ne permet de les imputer à quiconque, tant en termes de causalité que de faute ou de responsabilité ; enfin ils ne peuvent être ni compensés, ni assurés. Là où les assurances privées renoncent à protéger – et c'est le cas pour l'énergie nucléaire comme pour les nouvelles technologies génétiques – la frontière entre risques calculables et dangers incalculables ne cesse d'être franchie. Produits par l'industrie, ces dangers potentiels sont en outre externalisés par l'économie, individualisés par le droit, légitimés par la technologie et minimisés par les politiques. Bref : le système de réglementation qui doit assurer le contrôle "rationnel" de ces potentiels d'autodestruction en marche vaut ce que vaut un frein de bicyclette sur un *jumbo-jet*.

Mais ne faut-il pas distinguer Fukushima de Tchernobyl ? Les événements qui se déroulent au Japon sont en effet issus d'une catastrophe naturelle et le potentiel de destruction qui y est à l'œuvre n'est pas la conséquence d'une décision humaine, mais d'un tremblement de terre et d'un tsunami.

DES RISQUES LIÉS À LA DÉCISION

La notion de "catastrophe naturelle" permet en effet d'indiquer ce qui n'a pas été causé par l'homme et dont il ne saurait être tenu, par conséquent, pour responsable. N'est-ce pas là toutefois une vision qui appartient aux siècles passés ? En lui-même, ce concept est déjà faux, puisque la nature ne connaît pas de "catastrophes", tout au plus des processus soudains de transformation. Des transformations telles qu'un tremblement de terre ou un tsunami ne deviennent des "catastrophes" qu'en référence à la civilisation humaine. Par ailleurs, la décision de construire des centrales nucléaires sur des zones sismiques n'est sûrement pas un événement naturel – c'est une décision politique qu'il a fallu justifier en tenant compte des exigences de sécurité dues aux citoyens, et qu'il a fallu imposer à ceux qui s'y opposaient. En ce qui concerne non seulement la construction des usines nucléaires, mais également celle des immeubles de grande hauteur, et même le plan d'urbanisme dans son ensemble s'agissant d'une métropole internationale comme Tokyo (ce qui n'exclut pas les villes plus petites), les prétendues "catastrophes naturelles" se transforment en risques liés à la décision ; ceux-ci sont donc – au moins en principe – imputables à des décideurs. Ce que l'actualité japonaise permet de bien percevoir c'est à quel point ce qui est imputable à la nature et ce qui l'est à la technique et aux compétences humaines sont directement enchevêtrés l'un à l'autre.

De manière très générale : on parle de "catastrophes naturelles" et de "dangers pour l'environnement" à un moment de l'histoire où n'existe précisément plus quelque chose comme une "pure nature" que l'on pourrait opposer à la technique et à la société. Ce que l'un – disons l'industrie chimique – pollue et que l'on appelle alors "environnement" est tout bonnement ce que l'autre – disons l'agriculture, le tourisme ou la pêche – a à offrir sur le marché.

L'industrie nucléaire a appris quelque chose du mouvement écologiste : dans la course au refoulement des risques majeurs, on peut ne plus nier le "risque résiduel" – et on s'emploie à gagner un coup d'avance en noircissant les solutions concurrentes. Dans la surenchère des apocalypses possibles, la mise en scène publique des risques donne lieu à un jeu différé : plus je noircis le concurrent et plus j'éclaircis du même coup ma propre noirceur – jusqu'à la faire

blancheur. C'est ainsi, paradoxalement, que l'aggravation du changement climatique a ouvert de nouveaux marchés mondiaux aux centrales nucléaires.

La réponse aux risques modernes se trouvait dans l'assurance comme "technologie morale" (François Ewald). Nous pouvions ne plus être nécessairement asservis à la providence et aux coups du destin. Le rapport à la nature, au monde et à Dieu changeait : désormais, nous étions responsables de notre propre malheur, tout en disposant en principe des moyens d'en compenser les conséquences. C'est ainsi en tout cas qu'a fonctionné le mythe de la "vie assurée", triomphant depuis le XVIII^{e} siècle dans tous les domaines.

Il a réussi effectivement à faire que les anciens risques de l'époque industrielle ont été l'objet d'un consensus du fait qu'ils reposaient sur une sorte de suivi de précaution (incendie, assurance, prises en charge psychologique, médicale, etc.). Or si nous sommes choqués à la vue des images de désolation qui nous viennent du Japon, cela tient aussi à l'intuition, entre chiens et loups, dont elles s'accompagnent : il n'existe aujourd'hui aucune institution, ni réelle ni même simplement concevable, qui soit préparée au "plus grand accident raisonnablement prévisible", aucune institution, par conséquent, qui puisse, à cette fin des fins, garantir l'ordre social et la constitution culturelle et politique.

Bien des acteurs, en revanche, se spécialisent dans le déni du danger, désormais possible. En effet à la sécurité par le suivi de précaution s'est substitué le dogme sacré de l'infaillibilité. Chaque pays – en particulier naturellement la France, l'expert nucléaire Sarkozy sait bien cela – a le parc de centrales le plus sûr du monde ! Les gardiennes du dogme, ce sont la science et l'économie nucléaires, celles-là mêmes que l'on vient de prendre, sous les feux de l'espace public mondial, en flagrant délit d'erreur. A l'époque des événements de Tchernobyl (1986), Franz-Josef Strauss prétendait que seuls les réacteurs nucléaires "communistes" étaient susceptibles d'exploser – sous-entendu : l'Occident capitaliste développé dispose de centrales beaucoup plus sûres. Mais les avaries d'aujourd'hui se sont produites au Japon, pays high-tech, qui passe pour le mieux équipé et le plus sécurisé possible. La fiction selon laquelle, en Occident, nous baignerions dans la sécurité, a vécu. La simple question : "Que se passerait-il, si jamais…?" tombe dans le vide d'une absence de précaution. Aussi la stabilité politique dans les sociétés du risque ne tient-elle qu'à cette autre stabilité : se donner des raisons de ne pas envisager le problème.

En tout cas, ce mythe de la sécurité de la rationalité technique est en train d'exploser aux yeux du monde entier, dans toutes les salles de séjour, avec les événements dramatiques de Fukushima. Quelle signification peut donc encore avoir une sécurité fondée sur la probabilité – et avec elle une analyse du risque fondée sur la technique et les sciences de la nature – quand il s'agit d'estimer l'accident le plus grave rationnellement prévisible, quand sa survenue laissera bien sûr la théorie intacte, mais aura annihilé toute vie ? Ce qui conduit à cette autre question : à quoi bon un système juridique qui réglemente dans le moindre détail les petits risques techniquement négociables, mais use de son autorité pour légaliser et faire supporter comme "risque résiduel" acceptable des dangers majeurs qui menacent la vie de tous ?

C'est à la "girouette de l'atome" – figure assez bien incarnée par la chancelière Angela Merkel – qu'on appréciera le dilemme d'une politique pro-nucléaire. Comment une autorité politique peut-elle se maintenir quand il lui faut aller au devant de la conscience que ses électeurs ont des dangers en leur tenant des propos énergiques sur leur sécurité, et se mettre du même coup en situation permanente d'accusée virtuelle possible, sa crédibilité dans son ensemble étant remise en cause au moindre signe de catastrophe ?

Que ce qu'il reste d'espoir au Japon réside précisément dans l'intervention des "forces d'autodéfense", chargées de se substituer à un système de refroidissement défaillant en larguant de l'eau de mer depuis des hélicoptères, est plus qu'ironique – auto-défense ou défense contre soi-même ? Hiroshima fut effroyable – l'horreur absolue. Mais du moins était-ce l'ennemi qui avait frappé. Que se passe-t-il quand l'effroi provient de la zone productive de la société – et non de militaires ? Ceux qui mettent aujourd'hui la nation en péril, ce sont les garants du droit, de l'ordre, de la rationalité, de la démocratie elle-même. Quelle politique industrielle aurait-il fallu

défendre, si le vent porteur du dernier espoir avait tourné et si Tokyo avait été contaminée ? A quelle crise de la technologie, de la démocratie, de la raison, de la société faudrait-il nous attendre ?

Certains se plaignent de ce que les images traumatisantes qui nous viennent du Japon produiraient de fausses peurs et joueraient d'une "pseudo-science" de l'empathie. Mais c'est méconnaître avec une totale naïveté la dynamique politique inhérente au potentiel – généralement sous-estimé – d'autodestruction du capitalisme industriel triomphant. Bien des dangers – à l'exemple même des radiations nucléaires – sont en effet invisibles ; ils se dérobent à la perception quotidienne. Il s'ensuit que la destruction comme la protestation ne sont donc exprimables qu'au moyen de symboles. Le citoyen de base, qui, eu égard à des menaces échappant de toute façon aux sens, est culturellement dépourvu d'yeux, peut devenir "voyant" grâce aux images télévisées.

La question de savoir s'il peut exister un sujet révolutionnaire capable de renverser le rapport de forces qui conduit à définir la politique du risque est une question qui tourne à vide (qui définit ce qu'est un risque sérieux et ce qui ne l'est pas ? Sur la base de quelles hypothèses cognitives ?). Les mouvements anti-nucléaires, la médiatisation des interventions critiques dans la sphère publique, etc., tout cela ne peut enclencher un retournement de la politique nucléaire – ils n'y parviendront pas en tout cas avec leurs seuls moyens. En fin de compte, s'il existe un contre-pouvoir nucléaire, ce n'est pas tant du côté des manifestants qui bloquent les transports de combustible qu'il faut le rechercher. Le fer de lance de l'opposition à l'énergie nucléaire réside… dans l'industrie nucléaire elle-même.

Le mythe de la sécurité est en train de se consumer dans les images de catastrophes dont les exploitants nucléaires avaient catégoriquement exclu la possibilité. S'il est entendu, justifié, que les gardiens de la rationalité et de l'ordre légalisent et normalisent la mise en danger de la vie, alors les milieux bureaucratiques de la sécurité promise ont beaucoup de soucis à se faire. Il n'est pas faux, dès lors, de dire qu'à la question du "sujet politique" dans la société de classes correspond, dans la société du risque, la question de la "réflexivité politique".

Ce serait cependant une erreur d'en conclure que les Lumières sont entrées dans une nouvelle phase dont l'Histoire, dans sa grande charité, nous ferait l'offrande. On peut aussi préférer estimer, tout au contraire, que la perspective ici esquissée évoque le stratagème de marins qui voudraient évacuer l'eau qui envahit leur navire en perçant un trou au fond de la cale. Traduction Christian Bouchindhomme

Ulrich Beck, sociologue allemand

/////

SOCIETE

Au nom de la victime du terrorisme

LEMONDE.FR | 29.03.11 | 09h18

Le 11 mars, l'Union européenne et les Etats membres ont organisé une journée de commémoration des victimes du terrorisme. Le "jour de la victime" s'inscrit dans le cadre de la lutte antiterroriste, mais aussi, plus globalement, dans la mutation du droit enregistrée depuis une dizaine d'années.

L'idéologie victimaire a servi de référence à nombre de réformes de la justice. En France, les juges d'application des peines doivent obligatoirement aviser les victimes des mises en liberté conditionnelle. Instaurer une primauté de la victime sur la loi opère un bouleversement du système pénal. Aujourd'hui, de plus en plus de peines veulent répondre à l'éventuel souci de vengeance de la victime. Le rôle de la loi est déplacé. Sa fonction première était d'arrêter la violence. Actuellement, ce frein est remis en cause. Nous sommes entraîné dans un processus

infini de punition et de victimisation. La victime ne peut non plus faire son deuil. Elle devient un état permanent, une essence qui renverse le rôle pacificateur du droit.

La lutte antiterroriste apporte une dimension supplémentaire. En dehors de toute analyse de la réalité, c'est la voix de la victime qui révèlerait la vraie nature des terroristes : des criminels qui *"tuent et causent d'énormes souffrances."* Ainsi, le cri, l'invocation de la douleur crée une image. Elle pose l'acte en dehors de tout contexte politique ou social. Un ensemble d'attentats n'ayant aucun rapport entre eux : l'effondrement des tours du World Trade Center, les attaques contre les troupes d'occupation étasuniennes en Irak ou en Afganisthan, les attentats de Madrid du 11 mars 2004, sont considérés comme identiques. Tous ces actes résulteraient d'une violence sans objet, d'une violence pure. La lutte antiterroriste construit une image qui fait penser à la notion de violence originaire développée par René Girard dans sa théorie de la victime émissaire, une violence inexplicable, mais fondatrice de l'organisation sociale.

De même, la violence terroriste existerait pour elle-même, elle n'aurait pas de sens. En l'absence de sens, le langage régresse. Ce qui est dit donne simplement à voir, à entendre. Le langage devient bruit, cri, signifiant pur. Il est construction d'une image unificatrice et englobante : la voix de la victime. Celle-ci opère une fusion entre le spectateur et l'horreur exhibée. La représentation devient impossible. L'affect se substitue à l'analyse et à la raison.

Les incriminations punissant le terrorisme opèrent un deuxième déplacement. Ce n'est plus seulement au nom d'une quelconque victime que la lutte contre le terrorisme s'organise. Le pouvoir est non seulement le représentant de la victime, mais il occupe la place de celle-ci. En effet, ce qui spécifie un acte comme terroriste, n'est pas tant l'action elle-même que le fait qu'elle est accomplie avec l'intention de faire pression sur un gouvernement. L'incrimination du terrorisme permet au pouvoir de se poser lui-même en tant que victime.

La journée de commémoration du 11 mars s'inscrit dans ce schéma. L'initiative de l'Union européenne résulterait d'une responsabilité particulière des Etats membres à l'égard des victimes, car "les terroristes attaqueraient la société dans son ensemble". Nous serions tous des victimes en puissance. La fétichisation de la victime réelle réalise une fusion entre celle-ci, les populations et le pouvoir.

La lutte antiterroriste organiserait la défense de tous contre cette violence aveugle. Pour ce faire, elle fusionne état de guerre et lutte contre la criminalité. Elle supprime toute distinction entre extérieur et intérieur, entre guerre et paix. L'Etat remet en cause l'*Habeas corpus* de ses citoyens et leur applique des mesures de surveillance, autrefois réservées aux ennemis du pays. L'état de guerre devient permanent, illimité contre un ennemi indéfini aux multiples visages qui peut recouvrir celui de tout un chacun, car les Etats-Unis peuvent poursuivre toute personne simplement désignée comme terroriste, à savoir nommée comme "ennemi combattant illégal" par le pouvoir exécutif.

Déjà victimes, nous pouvons devenir terroristes. La fusion est donc complète entre la victime, le terroriste et le pouvoir. Un ordre politique psychotique, fondé sur l'amour de la victime, nous intime de nous abandonner et de renoncer à nos libertés constitutionnelles, afin d'être protégés de l'autre et de nous mêmes. Cette structure politique maternelle supprime toute séparation entre l'Etat et le citoyen. La loi française Loppsi 2, en transformant la vidéo-surveillance en vidéo-protection, opère une mutation sémantique caractéristique de l' attention que nous porte *Big Mother*.

En parlant au nom et en se positionnant comme victime, le pouvoir entre dans le sacré. Il fusionne ordre politique et ordre symbolique. Comme l'a déjà exprimé Georges Bush, dans sa guerre du bien contre le mal, le pouvoir occupe directement la place de l'ordre symbolique. Fondant sa légitimité sur l'icône de la victime, il nous place dans une violence sans fin, au lieu d'arrêter celle-ci. La lutte antiterroriste nous inscrit ainsi dans le tragique, tel qu'il a été mis en scène par la tragédie grecque.

Elle nous place dans une violence infinie, toujours renouvelée, car il n'y a plus de principe protecteur de la vie, d'ordre symbolique articulé au pouvoir politique. Les travaux de Jacques Lacan nous ont appris que c'est justement ce phantasme de l'unification à la mère imaginaire, ici à l'Etat comme mère symbolique, qui est à la base de cette violence sans limite, soit disant sans objet, que la lutte antiterroriste prétend combattre.

Jean-Claude Paye, sociologue, et Tülay Umay, sociologue

/////

MECECINE / PSYCHIATRIE / SOCIETE

Soins et privation de liberté sont-ils compatibles ?

LEMONDE.FR | 30.03.11

Les débats en France autour du projet de réforme de la loi du 27 juin 1990 qui envisage des *"soins contraignants hors hôpital"* en plus de l'hospitalisation sans consentement en psychiatrie ne suggèrent-ils pas la réflexion suivante ? Entendu qu'à l'exception d'un délit, toute privation de liberté est inacceptable, y aurait-il néanmoins des cas particuliers qui autoriseraient à ne pas respecter inconditionnellement la liberté d'autrui ?

Rappelons qu'en Belgique, l'article second de la *"loi relative à la protection de la personne du malade mental"* (26 juin 1990) stipule que *"les mesures de protection ne peuvent être prises, à défaut de tout autre traitement approprié, à l'égard d'un malade mental, que si son état le requiert, soit qu'il mette gravement en péril sa santé et sa sécurité, soit qu'il constitue une menace grave pour la vie ou l'intégrité d'autrui"*. Ainsi, par exemple, l'anorexique ne constitue pas un danger grave pour autrui. Elle ne nuit gravement qu'à elle-même. A la différence de certains *"malades mentaux"* qui, en plus de nuire éventuellement à eux-mêmes, peuvent aussi nuire à autrui. Sur ces deux thèmes – nuire à soi-même ou à autrui – écoutons le philosophe John Stuart Mill (1806-1873).

Dans son *Essay on Liberty* (1859), John Stuart Mill pose un principe destiné à régler les rapports de la société et de l'individu dans tout ce qui est *"contrainte ou contrôle"*. Ce principe veut que *"les hommes ne soient autorisés, individuellement ou collectivement, à entraver la liberté d'action de quiconque que pour assurer leur propre protection"*. La *"seule raison légitime que puisse avoir une communauté pour user de la force contre un de ses membres est de l'empêcher de nuire aux autres"*. Ainsi, *"contraindre quiconque pour son propre bien, physique ou moral, ne constitue pas une justification suffisante"*. John Stuart Mill concède que les actes de cet homme sont certes de *"bonnes raisons pour lui faire des remontrances, le raisonner, le persuader ou le supplier, mais non pour le contraindre ou lui causer du tort s'il agit autrement"*. Le seul aspect de la conduite d'un individu qui soit du ressort de la *"société"* est donc celui qui *"concerne les autres"*.

Quant à *"ce qui ne concerne que lui, son indépendance est, de droit, absolue. Sur lui-même, sur son corps et son esprit, l'individu est souverain"*. Selon l'éthique *"minimaliste"* de Mill, comme le résume Ruwen Ogien, le rapport de soi à soi est donc moralement indifférent. Et le fait de juste nuire à soi-même ne peut pas amener de privation de liberté à des fins de soins tant que, condition *sine qua non* pour John Stuart Mill, cet agissement individuel ne nuit pas aux intérêts des autres. Dans le cas contraire, John Stuart Mill était aussi clair : nuire à autrui peut autoriser une privation de liberté.

LE DOGME DE LA NORME

Mais il reste qu'à la différence de John Stuart Mill – que certains taxent d'indifférence égoïste –, une éthique paternaliste verra au contraire dans la seule auto-nuisance d'un individu isolé un *"état de nécessité"*. Et elle ne tiendra pas compte du consentement du sujet aux soins. Un proche, la famille ou le médecin traitent dès lors autrui – le sujet malade – conformément à ce

qu'eux-mêmes estiment être le bien d'autrui. A cette condition, soins et privation de liberté s'avèrent, ponctuellement et temporairement, compatibles à l'égard d'un individu isolé. Des soins qui doivent, bien entendu, se révéler, au final, bénéfiques. Ce qui justifie *a posteriori* le choix de l'option paternaliste.

Certains feront toutefois remarquer à ces paternalistes (bienveillants) que, dans le cas d'agissements "marginaux" aux conséquences purement individuelles, leur intervention peut aussi s'apparenter à une "morale de commissariat". Les paternalistes répondront qu'il y a parfois de réels "états de nécessité" suite aux agissements "marginaux" du seul individu concerné. C'est, de fait, la redoutable question du consentement d'un sujet autonome à un "tort" auto-infligé sans conséquence pour autrui. Faut-il y répondre par l'éthique "minimaliste" de Mill (raisonner, persuader, supplier mais non contraindre) ou par un interventionnisme paternaliste bienfaisant ?

On demeurera en tout cas très vigilant face à l'injonction, qui semble de plus en plus présente, selon laquelle nous aurions tous un même devoir impératif de santé et de normalité. Sans tomber dans l'indifférence égoïste, ni dans la valorisation de la maladie (mentale), la liberté chère à l'éthique de Mill ne peut accepter le dogme de la norme qui, de nos jours, vise, peut-on craindre, à s'étendre au-delà du seul domaine de la psychiatrie. Comme le soutenait dès 1943 Georges Canguilhem, *"le normal n'a pas la rigidité d'un fait de contrainte collective mais la souplesse d'une norme qui se transforme dans sa relation à des conditions individuelles"*.

Pierre-Frédéric Daled, philosophe, chaire d'éthique de l'Université libre de Bruxelles et membre du comité consultatif belge de bioéthique

//////